

# RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Bimestriel n° 473 • nov.-déc. 2018 • fr.internationalism.org • france@internationalism.org • 1,30 Euro – 2,50 FS – 2 \$ can

## RÉVOLUTION EN ALLEMAGNE

# Il y a 100 ans, Le prolétariat faisait trembler la bourgeoisie

Un tel titre peut paraître bien curieux aujourd'hui tant cet immense événement historique est tombé totalement dans l'oubli. La bourgeoisie est parvenue à l'effacer de la mémoire ouvrière. Pourtant, en 1918, tous les regards sont bien tournés vers l'Allemagne, des regards emplis d'espoir pour le prolétariat et d'épouvante pour la bourgeoisie.

La classe ouvrière vient de prendre le pouvoir en Russie; c'est Octobre 1917, les soviets, les bolcheviks, l'insurrection... Or, comme l'écrit Lénine : "La Révolution russe n'est qu'un détachement de l'armée socialiste mondiale, et le succès et le triomphe de la révolution que nous avons accomplie dépendent de l'action de cette armée. C'est un fait que personne parmi nous n'oublie (...). Le prolétariat russe a conscience de son isolement révolutionnaire, et il voit clairement que sa victoire a pour condition indispensable et prémisses fondamentale, l'intervention unie des ouvriers du monde entier".<sup>(1)</sup>

1) "Rapport à la Conférence des comités d'usines de la province de Moscou", 23 juillet 1918.

L'Allemagne est le verrou entre l'Est et l'Ouest. Une révolution victorieuse dans ce pays intensifierait la lutte de classe et serait le foyer d'un embrasement révolutionnaire dans l'Europe entière. Aucune des bourgeoisies ne veut voir "tomber" ce verrou. C'est pour cela que la classe dominante va déverser toute sa haine sur elle et utiliser ses pièges les plus sophistiqués pour la combattre. La révolution du prolétariat en Allemagne était l'enjeu majeur pour la réussite ou l'échec de la révolution mondiale débutée en Russie.

### La force de la classe ouvrière

Août 1914, la Guerre mondiale éclate. S'en suivent quatre années durant lesquelles le prolétariat mobilisé endure les pires souffrances dans la pire boucherie de l'histoire de l'humanité : les tranchées, les gaz, les pluies d'obus, la faim, la mort partout et tout le temps... Plus de dix millions de soldats tomberont sur les champs de bataille. Durant ces quatre années, les syndicats et la social-démocratie, ayant trahi la classe ouvrière en adhérant à l'Union sacrée, profitent de leur glorieux passé prolétarien et de la

confiance que leur accordent encore les ouvriers pour leur imposer les pires sacrifices et justifier l'effort de guerre.

Ce qui n'empêche pas, dans le même temps, la classe ouvrière de développer progressivement sa lutte. Dans beaucoup de villes, les grèves ne cessent de se multiplier. Tout comme les troubles au sein des bataillons de soldats. Face à cela, la bourgeoisie ne reste pas inerte et riposte féroce. Les meneurs dans les usines, dénoncés par les syndicats, sont arrêtés. Des soldats sont exécutés pour indiscipline ou désertion.

1<sup>er</sup> mai 1916, Karl Liebknecht scande : "A bas la guerre! A bas le gouvernement!" Il est aussitôt incarcéré, tout comme d'autres révolutionnaires (Meyer, Eberlein, Mehring alors âgé de 70 ans!), puis envoyé sur le front. Mais cette répression ne suffit pas à faire taire le mécontentement. Au contraire, l'agitation gronde toujours plus dans les usines.

Au cours de l'année 1917, les syndicats sont de plus en plus critiqués. À la fois en leur sein, comme en témoigne l'apparition des *Obleute*, des délégués d'usines provenant essentiellement de la base des syndicats et ayant rompu

avec les directions des centrales, mais, plus largement, au sein de la classe ouvrière allemande qui sent le souffle de la révolution d'Octobre et qui souhaite s'inspirer du courage de ses frères de classe en Russie.

À partir de 1918, la bourgeoisie allemande est consciente du danger, elle sait que l'enlèvement dans la guerre doit absolument cesser. Mais la partie la plus arriérée de la classe dominante, issue de l'aristocratie militaire, ne comprend pas la manœuvre et ses enjeux politiques, refusant tout accord de paix et toute défaite. Les officiers de la marine, basés à Kiel, refusent de se rendre sans combattre, préférant mourir "pour l'honneur", entraînant avec eux les marins. Mais ces derniers, las des combats, se mutinent à bord de plusieurs navires et font flotter le drapeau rouge. Ordre est alors donné aux navires "non gangrenés" de tirer. Les mutins capitulent, refusant de retourner les armes contre leurs frères et sœurs de classe. Ils s'exposent ainsi à la sentence de mort. Par solidarité avec les condamnés, une vague de grève se propage, elle touche les marins puis les ouvriers de Kiel. S'inspirant de la révolution d'Octobre,

la classe ouvrière prend ses luttes en main et crée les premiers conseils de marins et d'ouvriers. La bourgeoisie en appelle alors à l'un de ses chiens de garde les plus fidèles : la social-démocratie. Ainsi, Gustav Noske, dirigeant du *Parti social-démocrate d'Allemagne* (SPD), spécialiste de la question militaire et du "maintien du moral des troupes", est envoyé sur place pour calmer et étouffer le mouvement. Mais il arrive trop tard et les conseils de soldats propagent leurs revendications.

Un mouvement spontané gagne alors d'autres villes portuaires, puis les grands centres ouvriers de la Ruhr et de Bavière. L'extension géographique des luttes est en marche. Noske ne peut plus agir frontalement. Le 7 novembre, le conseil ouvrier de Kiel appelle à la révolution, proclamant : "Le pouvoir est entre nos mains". Le 8 novembre, pratiquement tout le nord-ouest de l'Allemagne est aux mains de conseils ouvriers. Dans le même temps, en Bavière et en Saxe, les événements poussent à la démission des petits seigneurs locaux. Dans toutes les villes de l'Empire, de Metz à Berlin, se répandent les conseils ouvriers.

C'est précisément la généralisation de ce mode d'organisation politique, véritable moteur du combat de classe, qui fait trembler la bourgeoisie. L'organisation de la classe en conseils ouvriers avec des représentants élus, responsables devant l'assemblée et révocables à tout instant est un mode d'organisation extrêmement dynamique. Il est l'expression d'un véritable processus révolution-

(suite page 2)

## ATTAQUES ANTI-OUVRIÈRES EN FRANCE

# Le coût de la promesse et la promesse des coups

Macron tient ses promesses, des promesses martelées tout au long de sa campagne électorale, appliquées depuis sans vergogne et à un train d'enfer. Dès la rentrée, le gouvernement réaffirmait sa volonté d'adopter de nouvelles "réformes" promises par le candidat Macron. Seul bémol, ces promesses ne sont pas celles du "vent du renouveau" promis sur le plan politique ou social, celles de la croissance retrouvée, de la baisse spectaculaire du chômage et des impôts, de l'augmentation du pouvoir d'achat, d'un plus grand dynamisme dans la vie sociale et le fonctionnement de l'État. Les promesses appliquées sont celles qu'il a faites à la classe dominante et à l'État, celles d'assumer les réformes économiques et sociales nécessaires pour préserver les profits et la compétitivité du capital national.

L'arsenal engagé contre les conditions de vie de la classe ouvrière ne fait pas dans la dentelle : assurance chômage, réforme des retraites, santé, fonction publique, formation professi-

onnelle, éducation, tout y passe avec un objectif clairement affiché : faire des économies, rentabiliser les services, précariser les revenus... Ces attaques engagées dès l'année dernière avec les ordonnances Macron réformant le Code du travail, la réforme de la SNCF, le "plan Santé", la suppression des emplois aidés, l'augmentation de la CSG (la liste n'est pas exhaustive), doivent désormais passer à la vitesse supérieure. Le gouvernement entend bien les assumer frontalement contre tous les exploités, actifs, retraités ou en devenir, au nom du "renouveau".

Si une partie de la classe ouvrière a pu s'illusionner un moment, non sur des lendemains qui chantent, mais sur au moins quelques bouffées d'oxygène dans la vie (sinon la survie) au quotidien, le principe de réalité a violemment repris ses droits. D'autant plus quand les comportements claniques et de malfrats (comme avec l'affaire Benalla) deviennent la toile de fond de la prétendue nouvelle pratique du pouvoir.

### Un pouvoir fragilisé

Entre les pratiques douteuses mises en lumière par l'affaire Benalla et la perte de crédit de l'image présidentielle voulue charismatique et providentielle, la situation aux plus hauts sommets de l'État s'est fortement dégradée. Cela s'est exprimé dans les sondages, bien sûr, mais surtout dans les propres rangs de LREM, particulièrement dans la garde rapprochée de Macron lui-même. Cette tourmente au cœur du pouvoir a révélé combien les appuis et "amis" du président, roubards en diable et pourtant bien naïfs, s'étaient illusionnés eux-mêmes sur la capacité de ce nouveau Président à bousculer les vieilles structures étatiques et politiques. Finalement, les habitudes "monarchiques" de la V<sup>e</sup> République restent d'actualité, en plus outrancier qu'auparavant. De même, les soutiens que Macron s'était forgés comme autant de garanties au succès de sa démarche "rénovatrice", auxquels il s'accrochait comme à des bouées pour justifier le bien-fondé de sa démarche, se sont

révélés parfois véreux dès le départ ou se sont avérés des soutiens conditionnels qui, à la première occasion, fuient le navire avec précipitation pour ne pas sombrer avec le capitaine Macron. De Nicolas Hulot à Gérard Collomb en passant par Laura Flessel, ces pointures aux dents longues du *show-business* ou de la politique ont d'autres ambitions que d'apparaître comme de vulgaires pantins du pouvoir au risque de se retrouver eux-mêmes définitivement plombés sur la scène politique.

Surtout, ces démissions sont autant de signes que ces ministres ne veulent en aucun cas être associés à la manière de mener les nouvelles attaques sociales. Des pointures aux petits pieds, tout comme en son temps, le ministre du Travail, Rebsamen, n'avait pas voulu assumer la responsabilité de la Loi Travail, laissant la place au fusible Myriam El Khomri pour prendre en charge cette attaque cinglante, ces ministres démissionnaires préférèrent retrouver un statut de "Monsieur Propre" : règne

(suite page 3)

### Dans ce numéro

- Listing à Force ouvrière  
*Le scandale, c'est le syndicalisme!* ..... 3
- "Lutte ouvrière" contre le "bordiguisme"  
*Les contrefaçons d'une officine trotskiste pour discréditer la Gauche communiste* ..... 4
- Effondrement d'immeubles à Marseille  
*Une catastrophe "naturelle" du capitalisme!* ..... 5
- Dix ans après la faillite de Lehman Brothers  
*Comment la bourgeoisie cherche à masquer la faillite du capitalisme* ..... 6
- Octobre 1968 au Mexique  
*Le Massacre de la place des Trois Cultures montre le vrai visage du capitalisme*. 8

# Révolution en Allemagne

naire. C'est le lieu où toute la classe ouvrière, de manière unitaire, débat de sa lutte et de la prise en main et de la perspective révolutionnaire. Mais la bourgeoisie mondiale a très vite saisi les potentialités de ces organes de prise du pouvoir et a su tirer les leçons de l'expérience de 1917 en Russie. C'est pourquoi elle va s'atteler à pourrir de l'intérieur ces conseils ouvriers, profitant des illusions encore très grandes de la classe ouvrière envers son ancien Parti, le SPD. D'ailleurs, Noske est élu à la tête du conseil ouvrier de Kiel. Cette faiblesse aura des conséquences tragiques dans les semaines suivantes.

Mais pour l'heure, au matin du 9 novembre 1918, la lutte poursuit son développement. À Berlin, les ouvriers se mobilisent et passent devant les casernes pour rallier les soldats à leur cause et devant les prisons pour libérer leurs frères de classe. La bourgeoisie est alors consciente que la paix doit être immédiate et que le régime du *Kaiser* doit tomber. Elle a tiré les leçons des erreurs de la bourgeoisie russe. Le 9 novembre 1918, Guillaume II est destitué. Le 11 novembre, l'armistice est signé. La lutte des ouvriers en Allemagne a précipité la fin de la guerre, mais c'est bien la bourgeoisie qui signe le traité de paix et qui va se servir de cet événement pour œuvrer contre la révolution.

## Le machiavélisme de la bourgeoisie

Au début de la guerre civile, en novembre 1918, l'état du rapport de force est le suivant :

- d'un côté, la classe ouvrière est extrêmement combative. Elle a su étendre les conseils ouvriers à l'ensemble du pays avec une très grande rapidité. Mais, comme nous l'avons vu, elle est pétrie d'illusions à propos du SPD et laisse même ces traîtres aux plus hautes responsabilités au sein de ses conseils. Les organisations révolutionnaires, les Spartakistes et les différents groupes de la gauche révolutionnaire mènent le combat politique : ils assurent leur rôle d'orientation des luttes, mettent en avant la nécessité de jeter un pont vers la classe ouvrière en Russie, démasquent les manœuvres et le travail de sabotage de la bourgeoisie et reconnaissent le rôle fondamental des conseils ouvriers ;
- de l'autre côté, la bourgeoisie allemande, extrêmement expérimentée et organisée, est consciente de l'importance d'avoir entre ses mains l'arme du SPD. Tirant les leçons des événements en Russie, elle a clairement identifié le danger que représentent la poursuite de la guerre et l'apparition des conseils ouvriers. Tout le travail de sappe du SPD va donc consister à s'immiscer dans le processus révolutionnaire en dévoyant la lutte vers la démocratie bourgeoise. Pour ce faire, la bourgeoisie attaque sur tous les fronts : de la propagande calomnieuse à la répression la plus féroce en passant par de multiples provocations.

Le SPD reprend donc à son compte le mot d'ordre de la révolution : "fin à la guerre" tout en prônant "l'unité du parti" et va faire oublier son rôle prépondérant dans la marche vers la guerre. En signant le traité de paix, le SPD exploite les faiblesses du prolétariat, utilise le poison démocratique et met de côté ce qu'il y avait de plus insupportable pour les ouvriers : la famine, la guerre et ses désastres. Pour enfoncer un peu plus le clou, la social-démocratie trouve un bouc-émissaire de circonstance tout désigné : l'aristocratie militaire et la monarchie.

Mais le plus grand danger pour la bourgeoisie demeure le développement des conseils et le mot d'ordre : "Tout le pouvoir aux soviets" venu de Russie et plus particulièrement la révocabilité des délégués qui pose un réel problème car elle permet aux conseils de se renouveler et de se radicaliser constamment. Les conseils sont donc assaillis par les représentants fidèles du SPD qui les gangrèment de l'intérieur et les vident de leur substance. Le poison démocratique y est déversé, au travers notamment du soutien au projet d'élection d'une Assemblée constituante. L'objectif est clair : neutraliser les conseils ouvriers en éliminant leur caractère révolutionnaire. Le congrès national des conseils tenu à Berlin le 16 décembre 1918 en est le plus bel exemple :

- les délégués représentant des sol-

datés sont surreprésentés par rapport aux délégués ouvriers, lesquels sont en général bien plus à gauche que les soldats (1 pour 100 000 soldats dans le premier cas, 1 pour 200 000 habitants dans le second).

- l'accès au congrès est interdit à la délégation russe. Exit l'internationalisme !

- l'accès au congrès est interdit aux non-ouvriers, c'est à dire que chaque membre apparaît sous sa profession. Ainsi, les membres de la *Ligue Spartakus* ne sont pas autorisés à rentrer (notamment Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht). Exit la gauche révolutionnaire ! Même sous la pression de 250 000 manifestants, le congrès ne fléchira pas !

Le système de conseils est l'expression de la lutte contre le capitalisme et son fonctionnement démocratique. La bourgeoisie en est pleinement consciente. C'est pourquoi elle agit ainsi, de l'intérieur. Mais elle sait aussi que le temps ne joue pas en sa faveur et que l'image du SPD s'étiolle. Il s'agit donc pour elle de précipiter l'offensive contre la classe ouvrière.

Le lendemain du 9 novembre, Ebert et le SPD passent des accords secrets avec l'armée pour écraser la révolution. Ils multiplient les provocations, les mensonges et les calomnies pour mener à l'affrontement militaire en ciblant tout particulièrement le *Spartakusbund* qui "assassine, pille, et appelle les ouvriers à verser encore leur sang..." Ils appellent au meurtre de Liebknecht et Luxemburg et créent une "armée blanche" : les *Freikorps*, ou corps francs, composés de soldats brisés et traumatisés par la guerre qui ne connaissent plus que la haine aveugle comme seul exutoire.

À partir du 6 décembre 1918, de vastes offensives contre-révolutionnaires sont lancées :

- attaque contre le QG du journal de *Spartakus* : *Die Rote Fahne* (Le drapeau rouge) ;
- tentatives d'arrestation des membres de l'organe exécutif des conseils ouvriers ;
- tentative d'assassinat de Karl Liebknecht ;
- escarmouches systématiques lors des manifestations ouvrières ;
- campagne de calomnies et offensive militaire contre la division de la marine du peuple, *Volksmarinedivision*, composée de marins armés qui avaient marché depuis les ports de la côte sur la capitale pour répandre la révolution et agissant pour sa défense.

Mais loin d'effrayer le prolétariat, cela ne fait que renforcer la colère des ouvriers et armer les manifestations pour répondre à la provocation. La réponse est la solidarité de classe, entraînant derrière elle, le 25 décembre 1918, la manifestation la plus massive depuis le 9 novembre ! Cinq jours plus tard est fondé à Berlin le *Parti communiste d'Allemagne* (KPD).

Face à ces échecs, la bourgeoisie apprend et s'adapte vite. Dès la fin décembre 1918, elle comprend que s'attaquer de front aux grandes figures révolutionnaires la dessert et renforce la solidarité de classe. Elle décide alors d'accentuer les rumeurs et les calomnies, évite les confrontations armées directes et manœuvre autour de personnages moins connus. Elle cible alors le préfet de police de Berlin, Emil Eichhorn, élu à la tête d'un comité de soldats sur Berlin. Ce dernier est démis de ses fonctions par le gouvernement bourgeois le 4 janvier. Ceci est aussitôt ressenti comme une agression par les ouvriers de la ville. Le prolétariat berlinois réagit massivement le 5 janvier 1919 : 150 000 personnes sont dans la rue, ce qui surprend même la bourgeoisie.

Mais cela ne va pas empêcher la classe ouvrière de tomber dans le piège de l'insurrection prématurée. Tandis que le mouvement n'est pas suivi ailleurs en Allemagne, où Eichhorn n'est pas connu, et face à l'euphorie du moment, le comité révolutionnaire provisoire<sup>(2)</sup> dont font partie

2) "Le 5 janvier, les révolutionnaires Obleute, les membres de la direction de l'USPD du Grand Berlin, Liebknecht et Pieck du Parti communiste se réunirent à la préfecture pour discuter de comment poursuivre l'action. (...) Les représentants des ouvriers révolutionnaires instituèrent un comité révolutionnaire provisoire de 52 membres chargé de diriger le mouvement révolutionnaire et d'assumer

Pieck et Liebknecht, décide, le soir même de lancer l'insurrection armée, allant à l'encontre des décisions du congrès du KPD. Les conséquences de cette improvisation sont dramatiques : descendus massivement dans la rue, les ouvriers restent là, sans instructions, sans objectif précis et dans la plus grande confusion. Pire, les soldats refusent de prendre part à l'insurrection, ce qui signe son échec. Devant cette erreur d'analyse et la situation très dangereuse qui en découle, Rosa Luxemburg et Leo Jogiches défendent la seule position valable pour éviter un bain de sang : poursuivre la mobilisation en armant le prolétariat et en appelant celui-ci à encercler les casernes jusqu'à ce que les soldats se mobilisent en faveur de la révolution. Si le rapport de force politique n'est pas en faveur du prolétariat en Allemagne, début janvier 1919, le rapport de force militaire est lui en faveur de la révolution (au moins à Berlin).

Mais au lieu de chercher à armer les ouvriers, le "comité provisoire" commence à négocier avec le gouvernement qu'il vient de déclarer déchu. Dès lors, le temps ne joue plus en faveur du prolétariat, mais en faveur de la contre-révolution.

Le 10 janvier 1919, le KPD demande à Liebknecht et Pieck de démissionner. Mais le mal est fait et la bourgeoisie a désormais la voie libre pour porter l'assaut final. Lors de la "semaine sanglante", les corps francs pourchassent les révolutionnaires dans toute la ville et les exécutions sommaires deviennent systématiques. Aux dires de la propagande social-démocrate, le "putsch communiste" est déjoué "par les héros de la liberté et de la démocratie". En réalité, c'est la terreur blanche, celle de la classe bourgeoise, qui s'installe dans Berlin. Le soir du 15 janvier, Rosa Luxemburg et Liebknecht sont kidnappés par la milice, puis aussitôt assassinés. En mars 1919, ce sera au tour de Leo Jogiches et de centaines de militants de la gauche révolutionnaire.

## Les illusions démocratiques de la classe ouvrière et les faiblesses du KPD

À quoi est dû cet échec dramatique ? Les événements de janvier 1919 contiennent à eux seuls tous les facteurs ayant conduit à la défaite de la révolution : d'une part une bourgeoisie intelligente à la manœuvre, et d'autre part une classe ouvrière encore illusionnée par la social-démocratie et un Parti communiste insuffisamment organisé, malgré les efforts pour lui donner des bases programmatiques solides.

Effectivement, le KPD est assez désorienté, trop jeune (beaucoup de jeunes camarades le constituent, les plus vieux ayant disparu avec la guerre ou la répression), inexpérimenté, manquant d'unité, ne parvenant pas à donner des orientations claires à la classe ouvrière.

Contrairement aux bolcheviks qui avaient une continuité historique depuis 1903 et l'expérience de la révolution de 1905 et des conseils ouvriers, la gauche révolutionnaire allemande, très minoritaire au sein du SPD, doit faire face à la trahison de celui-ci en août 1914, et ensuite construire en toute hâte un parti, dans le feu des événements. Le KPD est fondé le 30 décembre 1918 à partir du *Spartakusbund* et des *Communistes internationaux d'Allemagne* (IKD). Lors de cette conférence, la majorité des délégués se prononcent très clairement contre la participation aux élections bourgeoises et rejettent les syndicats. Mais la question organisationnelle est largement sous-estimée avec une hostilité à l'égard de la centralisation pour une partie du congrès de fondation. Ces faiblesses s'expriment pleinement dans la décision de lancer l'insurrection armée par Liebknecht et d'autres camarades contre l'avis du KPD qui considérait la situation encore prématurée. Mais au-delà des faiblesses du KPD, c'est surtout l'inexistence préalable d'un parti mondial et l'impossibilité des révolutionnaires à lutter de manière

en cas de nécessité toutes les fonctions gouvernementales et administratives. La décision de commencer la lutte pour tenter de renverser le gouvernement fut prise lors de cette réunion malgré six voix contre" ("Révolution et contre-révolution en Allemagne", Paul Frölich).



1<sup>er</sup> mai 1916, Karl Liebknecht scande : "À bas la guerre! À bas le gouvernement!"

unifiée (l'*Internationale communiste* ne sera fondée que deux mois plus tard, en mars 1919) qui se reflète dans l'impréparation du KPD et qui va conduire à ce drame.

Pour autant, les grèves ne s'arrêtent pas. De janvier à mars 1919, la grève de masse se développe de façon spectaculaire. Mais en même temps la bourgeoisie continue son sale travail : exécutions, rumeurs, calomnies... la terreur écrase le prolétariat petit à petit. Tandis qu'en février des grèves massives émergent partout en Allemagne, le prolétariat berlinois, le cœur de la révolution, n'est plus capable de suivre, assommé par sa défaite de janvier. Lorsque, enfin, il se met en marche, il est trop tard. Les luttes à Berlin et dans le reste de l'Allemagne ne parviendront pas à s'unifier. Dans le même temps, le KPD "décapité" est contraint à l'illégalité. Ainsi, dans les vagues de grèves de février à avril 1919, il ne peut jouer le rôle déterminant qu'il était sensé assumer. Sa voix est quasiment étouffée par les forces du capital. Si le KPD avait eu la possibilité de démasquer la provocation de la bourgeoisie lors de la semaine de janvier et d'empêcher que les ouvriers ne tombent dans ce piège, le mouvement aurait sûrement connu une toute autre issue. Au lieu de ça, en situation de faiblesse, le Parti est plus que jamais vulnérable. Partout on fait la chasse aux "communistes". Les communications entre ce qui reste des organes centraux et les délégués locaux ou régionaux du KPD sont plusieurs fois rompues. Lors de la conférence nationale du 29 mars 1919, on fait le constat que "les organisations locales sont submergées d'agents-provocateurs".

## En conclusion

La révolution en Allemagne, c'est avant tout un mouvement de grève de masse du prolétariat, s'étendant géographiquement, opposant la solidarité ouvrière à la barbarie capitaliste, se réappropriant les leçons d'Octobre 1917 et s'organisant en conseils ouvriers. La révolution en Allemagne, c'est aussi la leçon de la nécessité d'un Parti communiste international centralisé, avec des bases organisationnelles et programmatiques claires, sans lesquelles le prolétariat ne pourra pas déjouer le machiavélisme de la bourgeoisie. Mais la révolution en Allemagne, c'est aussi la capacité des bourgeoisies à s'unir contre le prolétariat avec son arsenal de manœuvres, mensonges et manipulations de tous ordres. C'est la puanteur d'un monde à l'agonie qui refuse de s'éteindre. C'est le piège mortel des illusions sur la démocratie. C'est la destruction acharnée de l'intérieur des conseils

CCI, 29 octobre 2018

## A lire sur le site Internet du CCI

- "Révolution allemande" : série de 13 articles publiés dans les n° 81 à 99 de la Revue internationale
- "Il y a 90 ans, la révolution allemande" : série de 5 articles, publiés dans les n° 133 à 137 de la Revue internationale
- "Leçons de la révolution allemande", publié dans la Revue internationale n° 2

# Attaques anti-ouvrières en France

sans partage sur une municipalité pour l'un, icône écologique pour l'autre, et assumer peut-être un rôle "oppositionnel" crédible face aux attaques à venir.

Un des rares organismes à applaudir la Macronie, pour l'instant, est le FMI qui accorde son *satisfecit* à l'élève Macron même si ce dernier "peut mieux faire". En fidèle serviteur bourgeois, le Président se doit d'être exemplaire dans le maintien du cap de réformes drastiques. Les attaques vont donc se poursuivre et s'accroître. Sur ce plan, on peut effectivement lui faire confiance. Mais à plus long terme, la bourgeoisie va être confrontée à un problème épineux qui pourrait avoir des effets préjudiciables sur les rouages de l'appareil politique : un pouvoir en place dont la popularité désastreuse est loin de s'améliorer, une opposition qui, pour le moment, est inexistante et le spectre du parti populiste qui, bien qu'étant lui-même en difficulté, peut revenir sur le devant de la scène et rendre la situation encore plus compliquée qu'elle ne l'est.

## Des attaques contre nos conditions de vie et de travail

Concernant les retraites : le gouvernement travaille à remettre à plat les 37 systèmes de retraites français, réforme sur laquelle tous les gouvernements précédents se sont cassés les dents et qui est censée être adoptée avant l'été 2019. Dans le collimateur : tous les régimes spéciaux, notamment ceux des fonctionnaires. Le sujet est extrêmement sensible et le gouvernement dit "vouloir se laisser le temps"... jusqu'à la fin 2018 ! C'est sans compter sur la baisse déjà adoptée des pensions de retraite puisque, si l'âge légal de départ ne change pas, le nombre de trimestres nécessaires pour une retraite à taux plein a déjà augmenté. Tout cela sans parler de la nouvelle hausse de la CSG affectant les pensions et de l'éventuelle baisse du point d'indice, aujourd'hui murmurée mais qui annonce la couleur. Pour ceux qui auraient réussi à cotiser pour une retraite complémentaire permettant de mettre un peu de beurre dans les épargnes de leurs vieux jours, c'est carrément un malus de 10% pendant trois ans sur cette complémentaire qui sera appliqué !

La réforme de la fonction publique ? Macron veut tenir ses promesses de suppression de 120 000 postes. Ce grand ménage est déjà engagé avec la suppression des emplois aidés. Le "dégraissage du mammoth" (dixit le ministre du PS, Claude Allègre, en son temps) doit se poursuivre dans tous les services de l'État, les collectivités territoriales, hormis les forces de répression, bien sûr, qui, elles, seront mises de plus en plus à contribution pour, nous dit-on, sécuriser la société et même l'école ! Il s'agit plus sûrement de nous faire entendre raison dans la rue et réprimer quand nous refusons l'inacceptable !

Si l'incitation aux départs volontaires ou l'aide à la reconversion dans la fonction publique sont de mise pour l'instant, le gouvernement ne cache pas pour autant sa plus vaste volonté de contractualiser l'ensemble de la fonction publique : à savoir la fin de la garantie de l'emploi pour tous les fonctionnaires et la rémunération "au mérite". On pourra travailler pour l'État 5, 10 ou 15 ans et se retrouver à la rue dès la fin du contrat : la précarisation de l'emploi public tel que tous les gouvernements en ont rêvé.

Autres chantiers allant dans le sens d'une modernisation du capital national : la réforme de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'assurance-chômage. Tout doit être mis en œuvre pour permettre de mieux "aligner" les compétences des actifs et des jeunes avec les besoins en qualification des entreprises. En clair : ne cherche plus de travail, laisse le travail te choisir ! Tu ne trouves pas de boulot dans ta branche ? "Traverse la rue" (selon les propos mêmes de Macron) et trouve un job ailleurs. De cette flexibilité dépendra d'ailleurs le niveau de ton salaire ou de ton indemnisation par l'assurance-chômage. La créativité gouvernementale au service de l'emploi ? C'est carrément une déclaration de guerre ouverte faite à la classe ouvrière !

Au nom de la "modernisation", en fait celle de l'exploitation, le capital

a toujours su justifier l'injustifiable et précariser les conditions de vie du prolétariat pour une rentabilité maximum de l'appareil productif. L'État, loin d'être à la remorque du "grand patronat", souvent présenté comme le "donneur d'ordres" pour asséner les attaques, est en réalité le maître d'œuvre qui impose ses diktats économiques et sociaux à l'ensemble de la société et qui, pour ce faire, montre l'exemple.

Le prétendu Plan "anti-pauvreté" ? Pour cause de Coupe du monde de football, la réforme fut repoussée à cet automne. Il ne fallait pas gâcher la fête ! En effet, le sujet, lui aussi est sensible. Alors que Macron, des tremolos dans la voix, s'engageait en juillet à attaquer le "mal à la racine", il déclare que "la stratégie de lutte contre la pauvreté ne se contentera pas de proposer une politique de redistribution classique et d'accompagnement social. Non pas de nouvelles aides, en solde de tout compte mais un accompagnement réel vers l'activité". En clair, cela signifie qu'il ne s'agit plus d'entretenir et d'accorder des minima de survie aux pauvres sans emploi mais les inciter à "retrouver la vie active", sous peine de suppression des aides sociales.

Outre l'attaque directe et frontale qu'ils sous-tendent, les propos de Macron sont une insulte faite aux prolétaires : non seulement ils sont rejetés par le capital, exploités jusqu'à l'os, mais également rendus coupables de leur situation et traités en parias. On retrouve chez Macron, avec des mots plus ampoulés, le même mépris et la même façon de leur cracher au visage que chez les chantres du populisme, comme Marine Le Pen, la même volonté de les rejeter et de les exclure en les désignant comme des "parasites" de la société et des "profiteurs".

Nous pourrions poursuivre la liste de toutes les attaques en cours, celles sur les augmentations en série du prix de l'énergie, des transports, des contrôles techniques sur les véhicules, des assurances... tout cela au nom du combat écologique, de la santé, de la sécurité routière et de la solidarité. Ne pas y souscrire serait donc être irresponsable et égoïste. Après le mépris et l'hypocrisie, persiste toujours la logique de culpabilité.

Il en est de même vis-à-vis de la politique d'immigration, de la répression directe et du rejet planifié de tous ces prolétaires chassés par la guerre et la barbarie. Ils ont risqué leur peau mille fois avant d'arriver en Europe et la réponse du pouvoir, en France comme ailleurs, c'est : "dehors" ! La réforme gouvernementale sur ce plan est une variante subtile des différents "murs" contre l'immigration, administratifs ou physiques, que mettent en place tous les États. Que l'on ne s'avise pas de soutenir, accueillir, aider un de ces prolétaires exilés : cette solidarité est considérée comme un délit et réprimé comme tel ! Le gouvernement n'hésite donc pas à assumer des politiques ouvertement réactionnaires afin de ne pas laisser le champ libre au populisme.

## Quelle perspective ?

Ces coups assésés aujourd'hui et demain ne sont pas acceptables et la colère va maintenant grandissante, au-delà d'un simple mécontentement passager.<sup>(1)</sup> On l'a vu au printemps avec

1) À l'heure où nous mettons sous presse, la mobilisation des "gilets jaunes", initiée sur les réseaux sociaux, s'apprête à mener des actions de blocage, le samedi 17 novembre, notamment contre la flambée des prix du carburant. Ce mouvement apparaît comme l'expression d'une immense colère de la population. Mais par son caractère protéiforme, il est déjà comparé à une sorte de "jacquerie" du même genre que la mobilisation des "bonnets rouges" en Bretagne. Par son "apolitisme" affiché et ses appels à la "mobilisation citoyenne", largement relayés par les médias, ce mouvement se situe non pas sur le terrain de la lutte de la classe ouvrière mais sur celui sur de l'inter-classisme et de l'idéologie petite-bourgeoise. La présence d'ouvriers en son sein se fait davantage sur la base d'initiatives individuelles d'"automobilistes excédés" que sur celle de prolétaires conscients, capables d'imposer un combat de classe autonome. De ce fait, ce mouvement est non seulement sujet à toutes formes de récupérations politiques, mais il apparaît comme une nébuleuse confuse dans laquelle la petite-bourgeoisie est souvent à l'initiative et marque de son idéologie bon nombre d'actions et de revendications. Même si Macron et le

le mouvement de lutte à la SNCF et l'attaque frontale contre le statut et les conditions de vie des cheminots. L'échec de la lutte, son isolement, le pourrissement de celle-ci entretenu sciemment par les syndicats et le pouvoir pendant de très longues semaines, n'a pas abouti à la démoralisation générale et au sentiment d'impuissance espérés par la bourgeoisie pour préparer les attaques en cours.

La colère ouvrière est bien présente même si elle s'exprime difficilement ; souvent de manière éparpillée et isolée. Ce fut le cas lors de la journée d'action du 9 octobre où le besoin de lutter s'est fait sentir, mais où l'expectative sur la manière de procéder a abouti à défiler sagement derrière les syndicats, sans remise en cause générale du cloisonnement de la lutte, sans possibilité réelle de discuter des perspectives.

Quelques minorités d'ouvriers, comme le collectif ouvrier de Nantes,<sup>(2)</sup> et sûrement quelques autres, tentent de réfléchir, en tirant le bilan de la lutte SNCF, par exemple, en refusant la "fatalité" de l'échec, refusant le sabotage syndical et tentant de poser des questions plus larges pour la lutte, pour la transformation de la société. Ces minorités expriment de façon embryonnaire les potentialités de lutte de la classe ouvrière qui réagit encore avec difficulté mais ne veut plus baisser la tête.

La bourgeoisie le sait pertinemment

gouvernement semble préoccupé par les questions de sécurité et si la bourgeoisie s'inquiète des difficultés pour encadrer cette colère qui navigue à vue, la classe ouvrière est la seule force sociale capable de faire reculer l'État. Face aux offensives anti-ouvrières, seul le prolétariat peut en effet offrir une réelle perspective.

2) Lire : "Lutte des ouvriers de la SNCF : un collectif d'ouvriers tire le bilan", *RI* n° 472.



En fidèle serviteur bourgeois, le Président se doit d'être exemplaire dans le maintien du cap des réformes drastiques.

et n'a en aucun cas déclaré forfait. Au contraire, elle a tiré le bilan des confrontations passées avec la classe ouvrière, elle connaît ses points faibles et son manque de confiance en elle. La bourgeoisie peut s'appuyer sur les maîtres du sabotage que sont les syndicats, même s'ils sont aussi en partie plus ou moins discrédités, pour encadrer le mécontentement ouvrier et l'orienter vers des actions stériles, isolées, les user jusqu'à la démoralisation pour que les attaques de plein fouet puissent passer. Les syndicats ont su jouer le jeu de la fragmentation en appelant à différentes journées de grève, corporation par corporation. La grève dans

l'Éducation nationale du 12 novembre a ouvert le bal, témoignant de cette manœuvre visant à renforcer le désarroi.

Retrouver la confiance dans nos forces, avoir la capacité de dépasser les divisions, savoir refuser les sabotages syndicaux, se regrouper pour réfléchir sur la lutte, tout cela est une nécessité. Derrière le mécontentement qui se renforce, la lente et difficile maturation de la conscience reste autant marquée par la fragilité que semée d'embûches. Mais la patience et la lucidité restent les principales vertus des révolutionnaires.

Stopio, 16 novembre 2018

## LISTING À FORCE OUVRIÈRE

# Derrière le scandale, la logique du Capital !

Pour compter ses soutiens dans sa campagne au poste de secrétaire général de *Force ouvrière* (FO), Pascal Pavageau a établi, avec ses collaborateurs, un fichier recensant les délégués et responsables locaux du syndicat. Le document les divise en fonction de leur capacité à appuyer sa candidature ou, au contraire, à constituer une entrave à son accession au pouvoir suprême. Mais le fichier ne s'arrête pas là et fait figurer leur appartenance politique, leur orientation sexuelle, leur état de santé ou des appréciations plus triviales : "niais", "bête", "ordure", voire, pour donner le change, "trop intelligent pour être au bureau confédéral"... un bureau visiblement porté en haute estime par l'aspirant au poste de secrétaire général.

Cette affaire a suscité un vrai scandale médiatique de la part d'un syndicat qui dénonce, en apparence, ces pratiques récurrentes et identiques à celles qui existent dans les entreprises ou les administrations comme la CPAM, certaines grandes écoles ou *France Télévisions*... des pratiques qui ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Les ouvriers savent bien comment leur hiérarchie les surveille et les enferme dans des cases caricaturales et méprisantes, où les "alcooliques" côtoient les "homos" et où les "fainéants" sont opposés aux "bons petits soldats". Le fichage, la catégorisation, la morgue avec laquelle on apprécie les subordonnés est une constante dans le fonctionnement de la bourgeoisie.

Les syndicats ne dérogent nullement à ces pratiques. Cette affaire n'a rien d'un quelconque abus ou d'une vulgaire anomalie. Le fichage et la surveillance ne sont en rien étrangers à l'esprit du syndicalisme et ne peuvent être réduits à l'esprit malsain d'un individu qui n'aurait rien à faire dans un syndicat. Ce n'est d'ailleurs pas parce que Pavageau a démissionné que le problème est parti avec lui. Cette affaire met au contraire en lumière le fonctionnement quotidien de ces organes de l'État bourgeois que sont les syndicats et des luttes intestines pour l'accession aux postes clés en leur sein. Finalement, les syndicats ne diffèrent en rien des entreprises capitalistes qu'ils prétendent dénoncer.

FO avait déjà été pointée du doigt au début des années 2000 et condamnée pour avoir surexploité le chauffeur du secrétaire général de l'époque, Blondel, au mépris de toutes les règles du Code du travail. "Faites ce que je dis mais pas ce que je fais" ! Les chauffeurs de Blondel avaient d'ailleurs été payés par la ville de Paris, sous Chirac, pendant plus de dix ans... c'est dire l'indépendance des syndicats vis-à-vis de l'État !

Rappelons également le goût du luxe de Thierry Lepaon, secrétaire général de la CGT, lui aussi poussé à la démission en 2015 après avoir engagé des sommes fara-

mineuses pour faire décorer son bureau à la mesure des efforts entrepris pour parvenir au sommet de la bureaucratie syndicale. Ce même goût du faste est d'ailleurs aussi à la mode au sein de FO puisque de récentes révélations ont mis en lumière le train de vie dispendieux de ses cadres dont les notes de frais et les salaires s'élevaient à plusieurs centaines de milliers d'euros. Comme quoi, l'État sait se montrer reconnaissant envers ses serviteurs les plus zélés. Ne nous y trompons pas, les Mailly, Pavageau et consorts se moquent royalement de la misère des ouvriers et de leurs conditions d'exploitations insupportables. Les privilèges que se voient octroyer tous ces nouveaux nababs en disent long sur la place réelle qu'occupent les syndicats au sein de l'État.

Si scandale il y a, c'est dans le fait que les syndicats se présentent comme les défenseurs de la classe ouvrière contre le patronat, poussent des cris d'orfraie hypocrites dès que de tels méfaits sont mis en lumière. Les dirigeants syndicaux ne sont en réalité que des parvenus ayant les mêmes mœurs politiques que tous les patrons dans la gestion d'une entreprise ou d'une administration. Depuis la Première Guerre mondiale et l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, les syndicats ne sont plus des organismes de défense des intérêts économiques de la classe ouvrière, comme c'était le cas au XIX<sup>e</sup> siècle, à l'époque où le capitalisme était encore un système progressiste et où la bourgeoisie pouvait, sous la pression des ouvriers organisés en syndicats, améliorer les conditions de vie des exploités. Aujourd'hui, les syndicats sont devenus des organes d'encadrement bourgeois, parfaitement intégrés à l'appareil étatique... Ils sont associés partout à la gestion anti-ouvrière des organismes comme la Sécurité sociale, les Caisses de retraite, l'assurance chômage, etc. Ils sont impliqués dans tous les projets de la bourgeoisie touchant aux questions économiques et sociales, dans tous les rouages de l'administration et des entreprises, grandes ou petites. Ils sont ainsi l'objet d'enjeux de pouvoir et de concurrence acharnée comme n'importe quelle organisation bourgeoise, d'autant plus qu'ils sont assis sur un budget annuel global estimé à quatre milliards d'euros,<sup>(1)</sup> ce qui ne manque pas d'attirer les convoitises. La dernière affaire du fichier de Pavageau montre une fois de plus que le prolétariat ne peut plus compter sur les syndicats pour défendre ses intérêts, car rien ne pourra les faire dévier de leur tâche de force d'encadrement, de garde-chiourmes et d'étouffement de la classe ouvrière.

HD, 26 octobre 2018

1) Selon le rapport parlementaire Perruchot (2011).

# Les contrefaçons d'une officine trotskiste

Dans sa revue *Lutte de classe* n° 186, l'organisation trotskiste *Lutte ouvrière* (LO) a publié un long article intitulé “Bordiguisme et trotskisme” dans lequel elle stigmatise (en paraphrasant Lénine) la “maladie infantile” de la Gauche communiste : son “sectarisme”. D'après LO, ce serait cette “tare congénitale” de la Gauche communiste qui expliquerait qu’“aujourd'hui, la Gauche communiste a éclaté entre différents petits groupes sans influence, sans avoir jamais vraiment réussi à essaimer en dehors de l'Italie”.

DANS son offensive contre la Gauche communiste, LO utilise, pour duper le lecteur, un stratagème parfaitement malhonnête consistant à réduire la Gauche communiste non seulement à la Gauche italienne, mais aux seules organisations du courant “bordiguiste”. On y apprend ainsi que la Gauche communiste d'Italie aurait été incapable de transmettre la tradition révolutionnaire du mouvement ouvrier du fait de son “ignorance des débats politiques qui ont traversé dans les années 1930 le mouvement communiste international. Mais les militants du courant bordiguiste, pour beaucoup, vivaient alors dans l'émigration (notamment en France) et avaient la possibilité de connaître ces débats et de se confronter au courant que représentait l'Opposition de gauche trotskiste, elle-même véritable héritière politique de la révolution russe et du léninisme. Mais leur choix fut justement de s'en isoler et de se replier sur leur sectarisme, sur une base nationale faite avant tout d'ignorance de ce qu'étaient les autres courants, à commencer par le courant trotskyste dont les positions n'ont été que bien peu connues en Italie. Une grande partie de ce qui a été la tradition révolutionnaire du mouvement ouvrier n'a ainsi, tout simplement, pas été transmise”.

## Sectarisme ou défense intransigeante des principes révolutionnaires ?

LO emploie comme argument masqué pour démontrer le “sectarisme” de la Gauche communiste une citation de Trotsky à propos de la Gauche italienne dans les années 1930 : “La période préparatoire de propagande nous a donné des cadres sans lesquels nous n'aurions pu faire de pas en avant, mais en même temps elle a favorisé au sein de l'organisation, en tant qu'héritage, l'expression de conceptions très abstraites de la construction du parti révolutionnaire et de la nouvelle Internationale. Dans leur forme chimiquement pure, ces conceptions ont été exprimées de la façon la plus complète par cette secte morte que forment les bordiguistes, qui espèrent que l'avant-garde du prolétariat se convaincra toute seule, à travers la lecture d'une production théorique de difficile lecture, de la justesse de leurs positions et ainsi se retrouvera autour de leur secte”. En s'appuyant sur cette citation, LO fait ainsi passer, tout au long de son article, l'intransigeance de la Gauche italienne dans la défense des principes prolétariens, tant politiques qu'organisationnels, pour une attitude de “secte morte” (dixit Trotsky!).

Si le “sectarisme” signifie l'intransigeance impitoyable envers tous les partis et courants qui défendent les intérêts de la classe dominante contre le prolétariat, alors, oui, la Gauche communiste est “sectaire” comme étaient “sectaires” les spartakistes, les bolchéviks et toutes les petites minorités révolutionnaires qui ont combattu les sociaux-chauvins en 1914 et dénoncé la trahison des partis socialistes. En réalité, si LO ne voit dans l'intransigeance révolutionnaire de la Gauche communiste que du “sectarisme”, c'est parce que cette officine trotskiste appartient au camp de la bourgeoisie (même si ses militants sincères n'en ont pas conscience). C'est bien pour cela que LO, malgré la trahison des partis “socialistes” en 1914 et leur intégration définitive à l'appareil d'État bourgeois, n'a eu aucun scrupule à appeler les ouvriers à voter pour le candidat “socialiste” aux élections présidentielles non seulement en 1974 mais également en 1981 et en 2007. L'État bourgeois peut donc bien décerner à LO la palme d'or du “non sectarisme” pour ses bons et loyaux services contre la classe ouvrière.

Contrairement au trotskisme, la *Fraction de la Gauche communiste*

d'Italie,<sup>(2)</sup> exclue par les stalinien du *Parti communiste d'Italie*, avait compris que le combat contre la dégénérescence de l'*Internationale communiste*, puis la contre-révolution triomphante, passait par la capacité des minorités révolutionnaires à tirer les leçons de la vague révolutionnaire débutée en Russie en 1917. En publiant *Prometeo* en italien et *Bilan* en français, la *Fraction* s'efforça de regrouper les maigres forces révolutionnaires de l'époque autour de la défense de principes prolétariens bafoués par le stalinisme.<sup>(3)</sup> Après l'échec de la vague révolutionnaire et la victoire de l'opportunisme au sein de l'*Internationale communiste*, il était impossible de créer immédiatement un nouveau Parti mondial du prolétariat. Il fallait tout d'abord tenter de redresser l'*Internationale* puis, après la trahison irrémédiable de tous les Partis communistes, construire un “pont” vers la constitution du prochain Parti révolutionnaire une fois la contre-révolution surmontée.<sup>(4)</sup>

À l'opposé, la notion d'*Opposition* (“loyale”, pourrait-on ajouter) revendiquée par Trotsky reflétait une énorme confusion sur la nature de la fraction stalinienne qui était censée (ou tout au moins une partie de celle-ci) pouvoir évoluer vers des positions révolutionnaires.<sup>(5)</sup> Cette confusion est la cause de toute la dérive opportuniste du courant de Trotsky durant les années 1930. Celui-ci, profitant de l'aura que lui confèrerait le rôle fondamental qu'il a joué dans la révolution russe, a entraîné les minorités révolutionnaires dans des impasses et des crises, jusqu'à la catastrophe qu'a représenté pour l'*Opposition* trotskiste la politique d'entrisme dans les partis sociaux-démocrates, alors que ces partis étaient passés dans le camp bourgeois en 1914 et n'avaient pas hésité à noyer dans le sang les soulèvements prolétariens (notamment en 1919 en Allemagne) au moment où l'extension internationale de la révolution russe était vitale pour la classe ouvrière.

LO préfère néanmoins colporter une critique douteuse et malhonnête de Rosmer, recyclée ensuite par Trotsky, selon laquelle la Gauche italienne aurait fait le “choix”, dans les années 1930, de “s'isoler et de se replier” sur sa “base nationale”. Le “courant bordiguiste” et ses “avatars” n'auraient jamais su sortir de leur dimension nationale italienne, ignorant et évitant “de se confronter au courant que représentait l'Opposition de gauche trotskiste”. On peut d'ores et déjà noter avec quel aplomb LO réduit la réaction prolétarienne contre le stalinisme à la seule *Opposition* trotskiste, faisant mine d'ignorer le rôle de la *Fraction italienne* et d'autres groupes exclus du parti stalinien à la fin des années 1920 et au début des années 1930. En réalité, la Gauche communiste italienne était loin d'ignorer les positions de l'*Opposition* trotskiste comme le prétend LO. Elle collabora loyalement aux travaux de l'*Opposition* et adhéra à son Secrétariat international, bien qu'elle refusât de s'impliquer dans la direction en l'absence d'une plateforme programmatique claire.

## La lutte contre le stalinisme n'est pas l'apanage de l'Opposition trotskiste

Il n'est, à ce titre, guère étonnant que l'article de LO se focalise entièrement sur “le bordiguisme”.

2) Lire notre livre : “La Gauche communiste d'Italie”.

3) Malgré cette période difficile, la *Fraction italienne* a continué d'intervenir au sein du prolétariat, ce qui a valu à ses militants d'être à plusieurs reprises violemment agressés par les sbires stalinien aux portes des usines.

4) Lire notre article de la *Revue internationale* n°156 : “La notion de Fraction dans l'histoire du mouvement ouvrier”.

5) Lire notre article : “La classe non identifiée : la bureaucratie vue par Léon Trotsky” dans la *Revue internationale* n° 92.

En réduisant la Gauche communiste à sa seule composante “bordiguiste” en Italie, LO travestit la réalité et occulte délibérément l'existence de tout un mouvement international de résistance à la dégénérescence de l'*Internationale communiste* puis à la contre-révolution : celui d'une Gauche communiste qui existait en Allemagne, en Hollande, en Belgique et même en Russie et au Mexique. Une Gauche qui a su tirer, de façon beaucoup plus profonde que l'*Opposition* de Trotsky, les leçons de la défaite de la première vague révolutionnaire. La Gauche communiste a ainsi été capable de combattre sans ambiguïté la théorie stalinienne de la construction du “socialisme dans un seul pays”. Elle a su comprendre la nature contre-révolutionnaire de l'URSS où ne subsistaient aucun “acquis ouvriers”, contrairement aux affirmations de Trotsky, des “acquis” qu'il fallait “défendre” selon lui. La justesse de cette analyse s'est d'ailleurs pleinement confirmée avec la participation de l'URSS dans la seconde boucharie impérialiste de 1939-1945.

Alors que les trotskistes ont participé à la “Résistance” en appelant les prolétaires à prendre les armes contre “l'occupant nazi”, les militants de la Gauche communiste, quant à eux, ont appelé, quand ils le pouvaient et au péril de leur vie, non pas à la “collaboration avec les boches” mais à la fraternisation entre les prolétaires allemands en uniforme et ceux des pays “Alliés” du “camp démocratique”. Contrairement aux trotskistes, ils ont maintenu, à contre-courant, le vieux mot d'ordre du mouvement ouvrier : “Les Prolétaires n'ont pas de patrie. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !” Ce n'est donc pas le courant issu de l'*Opposition* trotskiste, mais bien celui de la Gauche communiste, qui a su défendre la “tradition révolutionnaire du mouvement ouvrier” !<sup>(6)</sup>

En se focalisant sur le seul Bordiga et sa prétendue inexpérience des luttes qui n'eût “guère l'occasion de se corriger”, LO cherche également à maquiller la réalité en présentant les militants de la Gauche communiste comme une expression strictement intellectuelle et abstraite, celle de beaux-parleurs dans leur tour d'ivoire. En réalité, la *Fraction*, dont la contribution demeure parmi les plus précieuses de l'histoire du mouvement ouvrier du XX<sup>e</sup> siècle, était majoritairement composée d'ouvriers, qui avaient une expérience bien réelle des luttes et qui s'étaient confrontés à la répression des stalinien et des fascistes (alors que la grande majorité des militants trotskistes de l'époque étaient des intellectuels ayant très peu d'expérience des luttes ouvrières, particulièrement en France).

L'article de LO dénature ainsi complètement la démarche profondément internationaliste (et non “sectaire” et “nationale”), de la *Fraction italienne* qui eut toujours le souci de participer à toutes les discussions et d'intervenir auprès des groupes prolétariens avec l'objectif de clarifier au maximum les questions politiques, sans jamais céder pour autant aux sirènes de l'unification opportuniste et précipitée des différentes tendances oppositionnelles de l'époque. Alors

6) Nous soutenons pleinement la réponse du PCI à ses détracteurs trotskistes, lorsqu'il affirme, dans son journal, *Le Prolétaire* n° 526, (nov.-déc. 2017), que : “LO écrit que “la principale responsabilité” de la non transmission de la tradition communiste révolutionnaire “incombe évidemment au stalinisme qui a tout fait pour écraser les autres tendances communistes”. Mais le stalinisme n'était pas une “tendance communiste” parmi d'autres, c'était l'expression de la contre-révolution !

Le fait que le trotskisme en général (et LO en particulier) ne s'en soit pas aperçu, le fait qu'il ait considéré les prétendus pays socialistes comme des pays non-capitalistes (alors qu'il s'agissait de capitalisme d'État, en outre particulièrement féroces contre les prolétaires) et leur système politique comme une bureaucratie défendant malgré tout ce caractère non capitaliste et jouant donc un rôle positif, ce fait est une démonstration supplémentaire qu'il est incapable de défendre et de transmettre les positions communistes. (...) sous la terrible pression d'une situation défavorable à la lutte révolutionnaire, il n'a pu assimiler et transmettre que les pires positions de Trotsky”.

que ses membres étaient soit en prison soit, pour la plupart, exilés en France, la *Fraction italienne* chercha à participer de façon très fraternelle à la vie et aux débats de toutes les organisations rattachées à l'*Opposition* : avec l'opposition allemande dirigée par Landau, avec l'opposition espagnole dont le représentant, Andrés Nin, vivait à Berlin, avec la Ligue communiste de Naville et Rosmer. Elle eut également des relations étroites avec l'opposition belge, en particulier le groupe bruxellois de Hennaut.

## Des dérives opportunistes de Trotsky au passage du trotskisme dans le camp bourgeois

Tout en reconnaissant l'héritage politique de cette immense figure de la révolution russe qu'était Trotsky, la Gauche italienne s'opposa à ses orientations opportunistes et ses confusions, notamment sur la question organisationnelle. Partisan “d'avancées pratiques” dans un cours historique orienté, comme l'avait très bien vu la Gauche italienne, vers une nouvelle guerre impérialiste mondiale, Trotsky multiplia les concessions opportunistes, voire les manœuvres auprès d'éléments confus et même d'aventuriers politiques (tel Molinier), afin de réunir autour de lui ce qui s'apparentait de plus en plus à un club de supporters dévoués.

L'intégration éclair de la *Nouvelle opposition italienne* (NOI) à l'*Opposition internationale* est, à ce titre, particulièrement significative des méthodes qu'employa Trotsky dans sa logique d'agglomération artificielle de groupes et de personnalités. À partir d'avril 1930, trois fonctionnaires du *Parti communiste italien*, après avoir exclu un mois plus tôt Bordiga pour “trotskisme”, quittèrent le Parti pour des motifs mineurs (en fait des querelles d'influences) et rejoignirent aussitôt l'*Opposition* sous l'appellation de NOI, sans que la *Fraction* soit même consultée. Trotsky manœuvrait déjà dans son dos pour créer *ex nihilo* une section italienne de l'*Opposition* plus docile, aboutissant à l'exclusion bureaucratique et sans aucun débat de la *Fraction* juste avant la conférence de l'*Opposition* en 1933.

Ce travail de sélection s'opéra partout où Trotsky rencontrait des obstacles pour faire de l'*Opposition* son instrument politique à lui : en France avec Rosmer ou le groupe de Gourget, en Belgique avec le groupe de Van Overstraeten, en Espagne avec celui de Nin ou en Allemagne avec le groupe de Landau. Si bien qu'à la conférence de 1933, l'*Opposition*, expurgée de ceux avec qui “la discussion (...) s'avéra difficile” (selon les mots de LO), n'apparaissait plus, en effet, que comme une organisation strictement trotskiste.

La multiplication des crises et des scissions au sein de l'*Opposition* confirma rapidement la justesse de la méthode de la Gauche italienne. Le patient et précieux combat de la *Fraction*, loin de réduire la Gauche à “l'impuissance” et aux “formules sans lien avec la réalité”, a permis, au contraire, que resurgissent et se maintiennent, encore aujourd'hui, d'authentiques courants révolutionnaires. La clarté et l'expérience acquises au sein de la *Fraction italienne* par Marc Chirik (MC) ont per-

mis, sous son impulsion, que se forme pendant la Seconde Guerre mondiale la *Fraction française de la Gauche communiste* qui deviendra plus tard la *Gauche communiste de France* (GCF). Que ce soit au sein de l'*Opposition* ou dans la Gauche italienne, avec la GCF ou, plus tard, au sein du CCI, MC a toujours lutté contre toute démarche “sectaire” à l'intérieur d'un milieu politique internationaliste clairement délimité par des principes prolétariens.<sup>(7)</sup>

Bien que les énormes confusions de Trotsky sur la situation historique l'aient conduit à se fourvoyer dans la guerre d'Espagne en 1936 (qu'il analysait non comme les préparatifs pour la Seconde Guerre impérialiste mondiale à venir, mais comme les prémisses d'une nouvelle vague révolutionnaire) et à défendre l'antifascisme, il n'est pas allé jusqu'à la trahison ouverte avant son assassinat par les stalinien.

Trotsky a néanmoins légué à la plupart de ses émules des méthodes organisationnelles et un opportunisme politique qui furent la faille dans laquelle s'engouffra le courant dit “trotskiste” lors de la Seconde Guerre mondiale. À l'épreuve de la guerre et en dépit des questionnements de Trotsky lui-même, à la fin de sa vie, sur la nature impérialiste de l'URSS, le trotskisme rejeta le slogan des bolchéviks : “transformation de la guerre impérialiste en guerre civile !”, lui préférant la guerre pour “la défense de la patrie soviétique”. Les trotskistes rejoignirent pour la plupart la “Résistance” et y furent très actifs, dénonçant même les militants internationalistes, ceux de la Gauche communiste, comme des “agents du fascisme”. Cette trahison de l'internationalisme prolétarien, au nom de l'antifascisme, de la défense de l'URSS et de ses prétendus “acquis ouvriers”, marqua le passage définitif du trotskisme dans le camp de la bourgeoisie.

C'est sur ce tas de fumier nationaliste que l'ancêtre de LO, le groupe de David Korner dit Barta, a vu le jour en 1939 en France. *Lutte ouvrière* colporte depuis longtemps une fable selon laquelle le groupe Barta aurait, à l'écart des autres groupes du mouvement trotskiste, “dénoncé les bellicérants” et “appelé à la fraternité à la base” dans la plus stricte tradition internationaliste. Or, si la version proposée par LO de l'histoire de la Gauche communiste d'Italie est truffée d'amalgames, de falsifications et d'omissions mal intentionnées, la mythologie qu'elle répand sur ses propres origines relève de la pure fiction. Pendant la Guerre, Barta et son groupe jouèrent plutôt un mauvais tour à la classe ouvrière, comme en témoigne, parmi d'innombrables autres exemples, ce tract du 30 juin 1941 demandant aux travailleurs d'empêcher, “par tous les moyens, la machine de guerre impérialiste de fonctionner contre

7) Le courant bordiguiste, contrairement au CCI, a malheureusement toujours rejeté l'existence d'un milieu politique prolétarien clairement délimité par des frontières de classe. Nous avions publié dans le passé de nombreux articles polémiques avec les groupes du courant bordiguiste critiquant leur “sectarisme” qui avait conduit à l'échec des Conférences des groupes de la Gauche communiste à la fin des années 1970. Néanmoins, notre critique de cet esprit de chapelle, n'avait rien de commun avec l'attaque portée par l'article de LO contre le “sectarisme” du bordiguisme.

## Lisez les brochures du CCI



Né comme courant d'opposition opportuniste à la dégénérescence de l'Internationale communiste et à la contre-révolution stalinienne, le trotskisme est passé définitivement du côté de la classe dominante avec son soutien au camp démocratique lors de la Seconde Guerre mondiale impérialiste. Sa nature fondamentalement anti-ouvrière n'a fait que se confirmer depuis.

# pour discréditer la Gauche communiste

l'URSS". Comme tous les autres groupes trotskistes, Barta appelait à "résister à Vichy et à l'impérialisme allemand (...). Dans les groupes de résistance, dans le maquis, exigez votre armement et l'élection démocratique des chefs par les membres des groupes".<sup>(8)</sup> En bref, Barta appelait les ouvriers à participer au massacre, non pour la défense du camp impérialiste des Roosevelt et Churchill mais pour celle de l'impérialisme russe, pourtant allié des premiers (une contorsion d'équilibriste incohérente et inten-able!).

## Des amalgames pour discréditer les organisations de la Gauche communiste

Avec ce travail "historique" digne des photographies truquées et des contrefaçons staliniennes, il s'agit, en définitive pour LO, de prouver coûte que coûte que la "maladie infantile" qui frapperait la Gauche communiste, depuis les années 1920, demeure aujourd'hui "malheureusement persistante", que son "sectarisme" est une sorte de tare congénitale propre aux organisations s'en réclamant, que les "avatars" du "bordiguisme" demeurent encore aujourd'hui des sectes d'illuminés, une bande de rigoristes académistes totalement déconnectés des luttes concrètes et qui réduisent "leur communisme à la répétition de formules et à des proclamations".

LO attaque ainsi ouvertement le Parti communiste international (PCI) bordiguiste en s'appuyant sur une série d'amalgames et de déformations frauduleuses de l'histoire. Si la création du Parti communiste internationaliste (PCInt) en 1943, regroupant de nombreux militants issus de la Gauche communiste d'Italie, ne s'est

pas faite sans confusions théoriques et organisationnelles, ce groupe doit à l'expérience de combat à laquelle il se rattache de s'être toujours maintenu sur un terrain de classe.<sup>(9)</sup> Contrairement au trotskisme, le courant bordiguiste était parfaitement clair sur la nature de l'URSS. Il n'a pas marché derrière les drapeaux de l'antifascisme (le PCI a clairement dénoncé cette mystification dans sa brochure : "Auschwitz ou le grand alibi") et il a maintenu le flambeau de l'internationalisme face à la Seconde Guerre mondiale. Voilà ce qui distingue, pour l'essentiel, le "bordiguisme" du trotskisme, ce que l'article de LO se garde bien de signaler.

Mais au-delà du courant bordiguiste et du PCI, tout lecteur un tant soit peu attentif aura compris que LO cherche sciemment à discréditer ce qu'elle nomme les "différents petits groupes sans influence" de la Gauche communiste. Ce n'est pas la première fois que des plumitifs du courant trotskiste se mobilisent pour placer leurs coups bas et décrier la Gauche communiste, voire falsifier sa nature et sa véritable histoire. C'est ainsi que beaucoup d'ouvrages et de textes des trotskistes sur la période de l'entre-deux-guerres font souvent débiter l'histoire de l'Opposition à sa Conférence de février 1933, faisant opportunément l'impasse sur la période 1929-1932 et l'ensemble des courants oppositionnels. Dans le même style, que penser

9) Maffi et Bordiga se sont séparés du PCInt en 1952 pour former le Parti communiste international. Ce nouveau groupe, qui existe encore aujourd'hui et appartient au courant de la Gauche communiste, mérite bien, quant à lui, le qualificatif de "bordiguiste" puisqu'il s'est constitué essentiellement sur la base des positions politiques adoptées par Bordiga lors de son retour à l'activité politique après la Seconde Guerre mondiale.

des Cahiers Léon Trotsky qui, dans leur numéro 29 (mars 1987) entièrement consacré à l'Opposition de gauche en Italie, ne mentionne la "Fraction bordiguiste" que de façon anecdotique au détour de deux phrases?

De même, lorsque LO qualifie la Gauche communiste de courant d'"ultragauche", elle cherche à la noyer dans le magma de mouvances et de cénacles académiques petit-bourgeois, allant des réseaux "modernistes" aux "négationnistes de gauche" et tout un tas de groupuscules et d'individualités au langage pseudo-radical se réclamant frauduleusement du marxisme pour mieux le torpiller. LO assimile sciemment, d'un côté, des groupes qui nient le combat du prolétariat en ne se situant pas sur le terrain concret de la défense des positions et des principes de classe et, de l'autre, la Gauche communiste dont, prétendument, les "militants en arrivaient à voir dans toute intervention concrète dans les masses (...) une compromission inacceptable".

Mais, pour le lecteur qui chercherait, en dépit de ces falsifications et amalgames, à en savoir plus sur ce qu'est réellement la Gauche communiste, LO promeut en "exception" à la règle le groupe Lotta comunista. Ainsi, l'auteur de l'article n'hésite pas à présenter ce sous-produit du gauchisme et de l'antifascisme, comme un héritier de la Gauche communiste d'Italie : "Aujourd'hui, la Gauche communiste a éclaté entre différents petits groupes sans influence, sans avoir jamais vraiment réussi à essayer en dehors de l'Italie. Une exception est le groupe Lotta Comunista, qui a connu un certain développement numérique". LO fait ici, de façon honteuse, la publicité d'un groupe qui n'est rattaché à la Gauche communiste ni par sa filiation, ni, et surtout, par ses

positions politiques, en réalité bien plus proches du trotskisme. Issues de la "Résistance" à l'occupation des troupes allemandes en Italie, les positions de Lotta Comunista sont en tout point aux antipodes de celle de la Gauche communiste authentique. Alors que les militants de la Gauche communiste ont farouchement dénoncé l'embrigadement du prolétariat comme chair à canon derrière les drapeaux de l'antifascisme, ceux de Lotta Comunista (tout comme les trotskistes) ont contribué, en appelant à la résistance armée contre l'occupation allemande après la chute de Mussolini en 1943, à inoculer dans la classe ouvrière le poison du nationalisme et du chauvinisme. Puisant dans ses racines historiques, Lotta Comunista, sous un verbiage "radical", n'a jamais rompu avec le nationalisme, comme en témoigne, pendant la "guerre froide", sa défense des luttes de "libération nationale" que ce soit face à la guerre de Corée ou celle du Vietnam. C'est donc une pure imposture de LO que de présenter Lotta comunista comme un groupe de la Gauche communiste.<sup>(10)</sup>

Bien sûr, l'article de LO se garde bien de faire allusion à la principale "secte" "sans influence" de la Gauche communiste, le CCI, pourtant issu de la tradition de la Gauche italienne. Il est en effet bien difficile pour LO d'accuser ouvertement le CCI de "repli sectaire" et d'"ignorance" des positions du trotskisme.<sup>(11)</sup> Notre organisation a toujours poussé au débat politique et théorique entre les groupes du milieu politique prolétarien, à la

10) Lire notre article : "Qui est vraiment Lotta comunista?", Révolution Internationale n° 417 (novembre 2010).

11) Lire notre brochure : "Le trotskisme contre la classe ouvrière", de même que les nombreux articles publiés dans notre presse depuis un demi-siècle.

clarification de leurs divergences en vue de leur rapprochement, ainsi qu'à la solidarité face aux attaques et entreprises de démolissage dont ils sont l'objet. C'est cette démarche, tournant résolument le dos au repli sectaire dans sa propre chapelle, qui avait permis à MC, ex-militant de la Fraction italienne, d'apporter une contribution inestimable à la construction du CCI.

Bien que l'article de LO cible uniquement le courant bordiguiste, et particulièrement le PCI, nous ne sommes pas dupes. C'est avec la plus ferme intention de semer la confusion et de discréditer toutes les organisations se rattachant à la Gauche communiste que cette officine bourgeoise (qui n'a d'"ouvrière" que le nom), multiplie les amalgames et les contrevérités tout au long de son pamphlet contre le "bordiguisme".

Face aux falsifications de LO (et à la propagande de tous les valets du capital contre les "sectes mortes" de la Gauche communiste), nous réaffirmons que le mouvement ouvrier doit non pas à l'Opposition trotskiste, mais à la Gauche communiste, et notamment à la Fraction italienne, d'avoir forgé les armes qui permettent aujourd'hui aux nouvelles générations de révolutionnaires de lutter contre les mensonges de la classe dominante et ses partis d'extrême gauche. Tant par la profondeur de ses analyses que par sa démarche, la Gauche italienne fut, avec la revue Bilan, à la pointe des efforts du prolétariat pour développer, à l'échelle de l'histoire, la conscience des conditions de son combat révolutionnaire pour le renversement du capitalisme. C'est cette précieuse contribution historique, et les groupes de la Gauche communiste qui, malgré leurs faibles forces numériques, poursuivent aujourd'hui cet effort, que la croisade de LO cherche à balayer!

EG, 27 septembre 2018

## EFFONDREMENT D'IMMEUBLES À MARSEILLE

# Encore une catastrophe "naturelle" du capitalisme !

Dans le port de Marseille, on voit depuis quelques années des ferrys, ressemblant à de très grands immeubles, transporter des milliers de touristes à qui on propose une visite de bâtiments anciens très bien restaurés qui ont marqué les 2600 ans d'histoire de la cité phocéenne. Mais ce mardi 5 novembre, c'est la partie abandonnée de cette même cité, à deux pas du Vieux Port, qui a été frappée par une tragédie : deux immeubles se sont effondrés dans la rue d'Aubagne en plein centre-ville, coûtant la vie à huit personnes et occasionnant de nombreux blessés.

À cause des risques imminents d'effondrement, l'écroulement d'un troisième immeuble a été provoqué par les marins-pompier qui, par précaution, ont demandé à plusieurs habitants d'évacuer les bâtiments voisins. À l'heure où nous écrivons ces lignes, plus de 800 personnes ont été évacuées de 83 immeubles et prises en charge pour être relogées par les services sociaux. Cinq jours après le drame, pendant la marche blanche dénonçant les conditions de vie et l'apathie coupable des autorités locales, un balcon s'effondrait faisant trois blessés supplémentaires. Ces événements résument à eux seuls le vrai visage du capitalisme : l'exploitation commerciale de l'histoire de l'humanité fait face à l'abandon de l'habitat populaire et à l'intensification de la misère pour une large partie de la population.

Suite à la catastrophe, les politiciens de tous bords ont aussitôt dénoncé l'absence de mesures pour préserver la sécurité des habitants. De tels propos de la part de ceux qui sont au service d'une société basée sur le profit et la marchandisation de tout, y com-

pris de la vie humaine, sont parfaitement hypocrites. Aujourd'hui, tous les politiciens enfilent leur costume de philanthrope et affirment vouloir lancer un grand plan de réhabilitation. Pourtant, le maire et les services de l'État sont directement responsables, comme le rappellent plusieurs rapports. Depuis de nombreuses années, si certains services cachaient la réalité, d'autres avaient alerté sur la situation déplorable des habitations. Comme le précisent de nombreux rapports, dont un de 2015, "48% des immeubles [de ce quartier] sont considérés comme du bâti indécemment dégradé". Plusieurs rapports ont suivi, sans que rien ne soit réalisé, sauf, dans certains cas, des ravalements de façade. Comment Gaudin et son équipe ne pouvaient-ils pas être informés? Le cynisme de la bourgeoisie n'a pas de limite!

Afin de dissimuler la responsabilité du capitalisme et sa folle course au profit, les immeubles effondrés à Marseille, comme tous les bâtiments susceptibles de s'effondrer partout et à tout moment sur leurs habitants du fait de leur vétusté et de leur insalubrité, sont sobrement nommés : "habitations indignes". Mais la vérité, comme la députée des Bouches-du-Rhône, Alexandra Louis, est obligée de le reconnaître, c'est qu'un marseillais sur dix met en jeu "sa santé, sa sécurité, voire sa vie du fait de ses conditions d'habitat" parce qu'il est, en effet, toujours intéressant pour un "marchand de sommeil" de profiter de la misère de ceux qui n'ont pas d'autre choix que de louer des logements à risque, parce que, dans un monde où la concurrence règne en maître, les budgets municipaux pour la rénovation des habitats

de quelques insignifiants prolétaires trouveront toujours à mieux s'investir dans de juteux projets permettant à la commune de "tenir son rang". En ce qui concerne les constructions de prestige, les financements ont ainsi été trouvés comme par magie, à l'image de la Tour CMA-CGM livrée en 2011 et la Tour Jean Nouvel que les touristes pourront photographier plusieurs fois car elle change de couleur en fonction de son ensoleillement. En somme, l'effondrement des immeubles dans le centre-ville de Marseille n'est rien de plus qu'une énième catastrophe "naturelle" du capitalisme!

Pour calmer le mécontentement et la colère des exploités qui subissent cette situation, la Justice désignera à coup sûr des "coupables", de malheureux bouc-émissaires qui seront peut-être condamnés pour blessures et homicides involontaires. La chasse est déjà ouverte puisque la Justice, depuis quelques jours, procède à des perquisitions pour trouver les documents qui désignent tel ou tel service, tel ou tel employé qui n'auraient pas signalé l'état déplorable de très nombreux logements.

Bien sûr, on va nous dire que Marseille est une exception, que la ville compte 13% de logements insalubres, contre "seulement" 6% au niveau national. D'abord, cela signifie que des logements dangereux, il y en a dans d'autres villes! Certains rapports parlent de 400 000 logements "indignes"! C'est même le ministre de l'intérieur qui nous le dit : "Il n'existe pas ou très peu en France de villes anciennes qui ne connaissent pas ce type de fragilités". En effet, la catastrophe de Marseille n'est pas un événement



Derrière toutes "les catastrophes", la même logique capitaliste, celle d'un monde où la course au profit et la rentabilité ne peuvent que primer sur la vie humaine

ponctuel, elle vient s'ajouter à une liste déjà longue d'accidents comme à Perpignan (2009), à Romans-sur-Isère (2016), à Montreuil (2011), à Elbeuf (2009)... occasionnant à chaque fois des accidents mortels.

Pour les mêmes raisons de rentabilité, nous avons vu récemment la Tour Grenfell<sup>(1)</sup> s'enflammer à Londres et le bâtiment d'une usine textile s'effondrer au Bangladesh avec les ouvriers à l'intérieur. Ces catastrophes ont frappé tous les continents : en Inde, en Chine, à Rio au Brésil, mais aussi à New York... sans oublier l'effondrement récent du pont à Gènes en Italie,<sup>(2)</sup> un pays qui

a connu l'effondrement de dix ponts en cinq ans. En France, ces dernières semaines, de nombreux documentaires télévisés ont rappelé que de très nombreux ponts risquaient de s'effondrer ou étaient fragilisés (840 au total).

Si les catastrophes "naturelles" et industrielles, les effondrements d'immeubles ou d'infrastructures routières ont à première vue peu de lien apparent, ils ont en réalité en commun la même logique capitaliste, celle d'un monde où la course au profit et la rentabilité ne peuvent que primer sur la vie humaine.

Eng, 16 novembre 2018

1) "L'incendie de la Tour Grenfell : un crime du Capital", RI n° 465.  
2) "Effondrement du pont de Gènes

en Italie : la loi du profit engendre les catastrophes !", RI n° 472.

# Comment la bourgeoisie cherche à masquer la faillite du capitalisme

En 2008, la crise financière qui a frappé de plein fouet les États-Unis, avec les faillites en cascade de plusieurs banques, a plongé subitement des millions de prolétaires dans la misère. Parmi les principaux acteurs emblématiques du secteur bancaire, *Lehman Brothers*, un des grands piliers du système économique américain, a brusquement fait faillite provoquant la panique dans tout le système bancaire international dont elle était un des acteurs de premier plan.

## Derrière la crise des subprimes, la barbarie du capitalisme

Grâce aux prêts accordés aux établissements bancaires par la banque d'investissement *Lehman Brothers*, ces dernières avaient octroyé des crédits immobiliers hypothécaires à taux variables (les *subprimes*) à des ménages précaires. Ces ouvriers, parmi les plus pauvres des États-Unis, se sont fait arnaquer en croyant que ces crédits à long terme allaient leur permettre d'acheter leur maison. En réalité, les taux étaient "intéressants" tant que le prix de l'immobilier était en hausse. Les nouveaux propriétaires potentiels pouvaient ainsi revendre leur bien immobilier en faisant une plus-value permettant de rembourser leur emprunt s'ils ne pouvaient plus payer leur créance. Mais fin 2006-début 2007, le marché de l'immobilier s'effondre aux États-Unis. Les taux de crédit variables des *subprimes* augmentent et les ouvriers ne peuvent plus rembourser. Les banques préteuses ont alors voulu récupérer les maisons hypothéquées et se sont lancées, sans aucun état d'âme, dans une gigantesque et sordide opération de saisies immobilières. Ce sont 7,5 millions de familles ouvrières qui ont été, du jour au lendemain, brutalement jetées à la rue, expulsées de leur logement, parfois *manu militari* avec l'aide de la police. Tandis que ces familles se sont retrouvées sans toit, obligées pour certaines de dormir dans des abris de fortune ou de se faire héberger, la plupart des maisons saisies pour être revendues n'ont trouvé aucun acquéreur.

Il est clair que ces ouvriers se sont fait tout simplement escroquer en croyant naïvement pouvoir accéder à la propriété grâce aux crédits "intéressants" qu'on leur a fait miroiter. La plupart d'entre eux ne savaient d'ailleurs même pas ce que les banques leur avaient fait signer ! Ces familles ouvrières ont été ainsi directement victimes des requins capitalistes du "monde de la finance", un secteur particulièrement pourri et corrompu de la classe dominante.

L'État américain n'a évidemment rien fait pour empêcher cette catastrophe humaine. Au contraire, c'est de façon délibérée qu'il a laissé *Lehman Brothers* mettre la clef sous la porte. L'État américain porte donc une responsabilité de premier plan dans la plongée de millions de prolétaires dans la misère et le dénuement aggravé par l'explosion de la "bulle immobilière".

## L'État à la rescousse de son système financier

Si la banque centrale américaine a décidé de laisser couler *Lehman Brothers* (alors qu'elle a soutenu d'autres banques au bord de la faillite), c'est parce que la première puissance mondiale voulait faire un exemple et tirer la sonnette d'alarme afin que toute la bourgeoisie des principaux États industrialisés se mobilise pour sauver le système financier international, le spectre d'un krach boursier identique, voire pire que celui de 1929 étant à l'horizon. Les principales banques européennes ont également investi dans les *subprimes*, croyant faire des placements juteux. Après la faillite de *Lehman Brothers*, la secousse a immédiatement touché les autres grands pays industrialisés. Dès le départ, la menace d'autres faillites et l'annonce d'un possible "effet domino" ont accompagné l'explosion de la bulle immobilière. Pour endiguer le risque de faillites en chaîne; les États et les banques centrales, en Europe comme

aux États-Unis, ont été obligés de mettre en place des plans de sauvetage d'urgence. En Grande-Bretagne, le gouvernement nationalise immédiatement certaines banques, notamment *Northern Rock*. En France et en Allemagne, l'État décide d'injecter une masse colossale de liquidités dans les caisses des grandes banques pour éviter la banqueroute et l'effondrement du système financier mondial. Mais ces mesures d'urgence ont eu comme conséquence, en creusant davantage l'endettement des États, d'aggraver le chômage et la précarité. Les cures d'austérité déployées par la classe dominante pour tenter d'atténuer quelque peu le déficit des États se sont rapidement faites sentir dans les pays les plus vulnérables tels que la Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Irlande et progressivement dans l'ensemble des pays développés de la planète.

## Une intense propagande...

Aujourd'hui, alors que la menace d'une nouvelle secousse financière plane de nouveau sur le monde, les médias ont repris une propagande sournoise autour de l'anniversaire des dix ans de la faillite de *Lehman Brothers*. Au nom du "sauvetage" de l'économie mondiale, les États ont désigné des coupables idéaux en faisant peser la responsabilité de la crise sur le "monde de la finance", incarné par les "traders" et les "patrons voyous". Tout cela afin d'innocenter le système capitaliste dans son ensemble.

En exploitant efficacement les nationalisations et le rôle des banques centrales dans le renflouement des caisses de celles menacées par la faillite, la bourgeoisie en a profité pour mener une offensive idéologique présentant l'État comme le régulateur des "excès" de la finance et le protecteur des petits épargnants. C'est justement grâce au rôle de l'État présenté comme le "sauveur de l'économie mondiale" que les gouvernements de tout poil ont pu justifier, en partie, la nécessité de pressurer davantage les salariés afin d'accroître la compétitivité des économies nationales sur le marché mondial et réduire la dette de leur État respectif.

Contrairement aux mensonges qui ont alimenté et alimentent encore les discours officiels, ce n'est pas la crise financière de 2008 qui a initié le train des "réformes" qui n'ont fait que dégrader les conditions de vie des prolétaires en remettant en cause de prétendus acquis sociaux. Si les grandes "réformes" et les attaques massives contre les conditions de vie et de travail se sont fortement aggravées partout dans le monde après cette dramatique secousse de 2008, elles étaient déjà en cours depuis des décennies. Toutes ont été orchestrées par les États et leurs gouvernements, de droite comme de gauche, qui se sont succédés sans bien sûr parvenir à résoudre la crise.<sup>(1)</sup>

On comprend donc mieux la propagande idéologique déchaînée en 2008 qui avait pour but de donner une explication frauduleuse en faisant passer le symptôme de la crise financière pour la maladie, celle de la crise historique de l'économie capitaliste. Depuis le retour de la crise ouverte du capitalisme à la fin des années 1960, des rechutes de plus en plus profondes sont venues ponctuer la vie sociale. A chaque fois, la bourgeoisie a su trouver des justifications et des boucs émissaires. En 1973, c'était la faute du "choc pétrolier" ! A l'époque, les fauteurs de troubles étaient ces pays du Golfe et leurs princes roulant sur l'or. En 1987, 1998, 2001 et 2008, ce fut au tour de la finance et des banquiers d'être pointés du doigt. Mais jamais ces campagnes idéologiques ne furent aussi intenses qu'en 2008. Ainsi, on a pu entendre toute sorte de discours fallacieux sur

1) C'est d'ailleurs cela qui explique en partie le fort discrédit des partis politiques traditionnels aux yeux de la classe ouvrière. Aux États-Unis, c'est le rejet de l'*establishment*, en particulier dans les régions industrielles sinistrées, qui a poussé une grande partie de la classe ouvrière à voter pour Trump.

la nécessité d'assainir le système bancaire, de "moraliser" les banques en sanctionnant les spéculateurs véreux et les banquiers "irresponsables", tel le PDG de *Lehman Brothers*, présenté par les médias comme "l'homme le plus détesté de l'Amérique".

## ... pour masquer la faillite du capitalisme

Aux dires même de tous les responsables bourgeois, de tous les "spécialistes" de l'économie, la crise de 2008 est la plus grave qu'ait connue le système capitaliste depuis la grande dépression qui a débuté en 1929. Cependant, les explications qu'ils donnent ne permettent évidemment pas de comprendre la véritable signification de ces convulsions et la perspective qu'elles annoncent pour l'ensemble de la société et notamment pour la classe ouvrière.

Aujourd'hui, ce qui est occulté par l'ensemble des "spécialistes" de l'économie, c'est la crise de surproduction de ce système, son incapacité à vendre la masse des marchandises qu'il produit. Bien sûr, il n'y a pas surproduction par rapport aux besoins réels de l'humanité (que le capitalisme est incapable de satisfaire), mais surproduction par rapport aux marchés solvables, en moyens de paiement pour cette production. Les discours officiels se focalisent sur la crise financière, sur la seule faillite des banques, mais en réalité, ce que les thuriféraires bourgeois appellent "l'économie réelle" (par opposition à "l'économie fictive") est illustrée par le fait que chaque jour on annonce des fermetures d'usine, des licenciements massifs, des faillites d'entreprise.

Lors de la crise de 2008, la chute du commerce mondial a révélé l'incapacité pour les entreprises de trouver des acheteurs pour écouler leur production. Ainsi, ce n'est pas la crise "financière" (et encore moins la faillite de *Lehman Brothers*) qui était à l'origine de la récession ouverte en

2008. Bien au contraire, cette crise financière n'a fait que révéler que la fuite en avant dans l'endettement, comme palliatif à la surproduction ne pouvait se poursuivre indéfiniment. Tôt ou tard, "l'économie réelle" se venge, c'est-à-dire que ce qui est à la base des contradictions du capitalisme (l'incapacité des entreprises à vendre la totalité des marchandises produites), revient au-devant de la scène. Cette crise de surproduction n'est pas une simple conséquence de la crise "financière" comme essaient de le faire croire la plupart des "spécialistes" bourgeois. C'est dans les rouages mêmes de l'économie capitaliste qu'elle réside, comme l'a mis en évidence le marxisme depuis un siècle et demi.

Comme le disaient Marx et Engels dans le "Manifeste du Parti communiste" de 1848, la société est devenue trop riche ! Le capitalisme produit beaucoup trop de marchandises alors que les marchés solvables se contractent de plus en plus, comme en témoigne la guerre commerciale acharnée entre les États-Unis et l'Europe, qui doivent en plus affronter la compétitivité des marchandises chinoises.

Aujourd'hui le capitalisme est asphyxié par le poids faramineux de l'endettement. En même temps, il ne peut se maintenir, de façon artificielle, que grâce au crédit. La seule "solution" que la bourgeoisie est capable de mettre en œuvre est... une nouvelle fuite en avant dans le cercle vicieux de l'endettement. Avec le développement de la spéculation, ce mode de production, basé sur la recherche du profit, ressemble de plus en plus à une économie de casino. Le remède consistant à injecter des liquidités dans les caisses des principales banques ne peut, en réalité, qu'aggraver le mal, notamment en accentuant la crise de la dette souveraine des États.

Dix ans après le séisme de 2008, et malgré les plans de sauvetage d'urgence du système financier, malgré une certaine "reprise" apparente

et très fragile des taux de croissance en 2012-2013, l'inquiétude saisit à nouveau la classe bourgeoise. Les dix années de cure d'austérité n'ont rien changé sur le fond. Les États restent surendettés et les banques centrales gavées d'actifs plus que douteux. La croissance mondiale ralentit à nouveau. Tous les acteurs prennent de plus en plus de risques. Depuis le milieu de l'année 2018, les médias et les discours des économistes bourgeois tirent la sonnette d'alarme et redoutent une situation identique, voire pire, que celle de 2008. En développant ces discours alarmistes, et ces campagnes sur les dérives du monde de la finance, la bourgeoisie cherche à terroriser et paralyser la classe ouvrière derrière la défense de l'"État sauveur". Pour ne pas entraver les "plans de sauvetage" (illusoire !) du système financier, les prolétaires sont évidemment appelés à se serrer encore la ceinture, à accepter de nouveaux sacrifices sur leur pouvoir d'achat.

Face à la barbarie du capitalisme, révélée notamment en 2008 par le scandale des millions d'expulsions d'ouvriers de leur logement dans le pays le plus riche du monde, le prolétariat n'aura pas d'autre choix que de reprendre partout le combat pour la défense de ses conditions de vie et contre l'ordre social de ses exploités. Il devra comprendre pour cela que loin d'être un "protecteur neutre", qui lutte contre les dérives spéculatives des traders, l'État bourgeois est avant tout un organe de répression et de conservation de tous les méfaits du capitalisme. La faillite des banques et des entreprises ne fait que révéler la faillite du mode de production capitaliste qui n'a aucun avenir à offrir à l'humanité. La seule solution à la crise, c'est le renversement de ce système et la destruction de l'État par la classe qui produit toutes les richesses de la société : la classe ouvrière mondiale.

Sonia, 17 novembre 2018

suite de la page 8

# Octobre 1968 au Mexique

présence individuelle ou en petits groupes dans les manifestations de rue. Ce sont précisément les travailleurs qui, les années précédentes, avaient déjà été réprimés pour avoir manifesté leur soutien ou leur participation directe aux mouvements sociaux. Des tentatives ont également été faites pour exprimer ouvertement leur solidarité avec les étudiants : le 27 août, les médecins de l'Hôpital général ont organisé une grève de solidarité. Le lendemain (28 août), les travailleurs municipaux de la capitale, contraints de participer à un acte officiel visant à discréditer les manifestations étudiantes, ont spontanément exprimé leur rejet du gouvernement en scandant "nous sommes des moutons", pour faire comprendre qu'ils étaient obligés d'être présents et saboter ainsi leur participation à cette manifestation, ils sont donc réprimés avec vigueur par la police anti-émeute.

Le mouvement étudiant a réussi à susciter la sympathie et la solidarité et bien que de nombreux groupes aient crié dans les rues et peint sur les murs : "nous ne voulons pas des Jeux Olympiques, nous voulons la révolution", il est vrai que les mobilisations n'ont pas avancé de perspectives réelles. Ce n'est pas à cause d'une "erreur stratégique", mais à cause de l'absence de la classe ouvrière en tant que telle sur la scène sociale. Il ne suffisait pas d'être présents individuellement ou d'exprimer sa solidarité de manière isolée, en n'occupant que formellement le terrain social, tout en laissant de côté leurs propres perspectives politiques. En 1968, bien qu'une grande masse d'étudiants étaient d'origine prolétarienne et que les ouvriers eux-

mêmes aient manifesté leur sympathie envers les jeunes, le prolétariat ne s'est pas retrouvé comme une force organisée, armée de sa conscience, pour affronter le capitalisme.

## Le massacre de Tlatelolco, un produit du capitalisme

Au mois de septembre, les ripostes de l'État ont été de plus en plus agressives, le 18 septembre l'armée a occupé les installations de l'UNAM, reportant l'essentiel de l'activité politique sur l'IPN<sup>(5)</sup> et les quartiers environnants; pour cette raison, quatre jours après, les installations de l'École polytechnique ont été attaquées, non sans livrer les combats les plus violents qui se sont produits au cours de cette période, dans lesquels la solidarité s'est à nouveau développée, avec même une présence remarquable, en y intégrant des élèves des lycées et avec le soutien renforcé des habitants des quartiers... Le massacre était en préparation.

Le 2 octobre, à l'issue d'une manifestation sur la place Tlatelolco, des escadrons militaires et paramilitaires attaquent les étudiants, montrant dans leur forme la plus crue ce que signifie la domination du capitalisme.

La sauvagerie de cette riposte de l'État est souvent présentée comme un coup de folie du ministre de l'Intérieur de l'époque, Luis Echeverría, qui nourrissait la paranoïa du président Diaz Ordaz, mais cette brutalité dans la répression n'est ni accidentelle ni le

5) L'Université nationale autonome du Mexique (UNAM) et l'Institut national polytechnique (IPN) sont les principaux centres d'enseignement supérieur du secteur public.

produit de la pathologie d'un individu, elle fait partie de l'essence du capitalisme. Les appareils répressifs sont l'un des principaux supports de l'État. Pour nourrir la réflexion nécessaire à ce sujet, il ne faut pas oublier que tant que le capitalisme existera, des massacres comme celui d'il y a 50 ans se répéteront.

La violence étatique n'est pas un problème du passé, elle fait partie de l'essence même du capitalisme, comme l'analysait déjà Rosa Luxemburg : "Souillée, déshonorée, pataugeant dans le sang, couverte de crasse; voilà comment se présente la société bourgeoise, voilà ce qu'elle est. Ce n'est pas lorsque, bien léchée et bien honnête, elle se donne les dehors de la culture et de la philosophie, de la morale et de l'ordre, de la paix et du droit, c'est quand elle ressemble à une bête fauve, quand elle danse le sabbat de l'anarchie, quand elle souffle la peste sur la civilisation et l'humanité qu'elle se montre toute nue, telle qu'elle est vraiment". ("La Crise de la social-démocratie", 1916)

Bien que la bourgeoisie ait besoin de justifier idéologiquement son existence comme classe dominante et présente son système comme l'expression parfaite de la démocratie, la vérité est qu'elle fonde son existence sur l'exploitation, ce qui implique son usage permanent d'une violence et d'une terreur qui se répète quotidiennement pour pouvoir maintenir son pouvoir et sa domination, mais l'usage de la répression sanglante fait aussi partie de son mode de vie.

Tatlin, septembre 2018 (Revolucion Mundial, section du CCI au Mexique)

## LE CCI SUR INTERNET

fr.internationalism.org

E-mail : france@internationalism.org

## ABONNEMENTS

### Abonnement découverte

*Révolution internationale*, 3 numéros : 5 €  
pack *Révolution internationale* (3 numéros)  
+ *Revue internationale* (1 numéro) : 8 €

### Abonnement simple

*Révolution internationale* (11 numéros)

|                   |        |
|-------------------|--------|
| FRANCE            | 18,5 € |
| ETRANGER          | 20,5 € |
| PAR AVION DOM/TOM | 21,5 € |

### Abonnement simple

*Revue internationale* (4 numéros)

|                   |        |
|-------------------|--------|
| FRANCE            | 18,5 € |
| ETRANGER          | 17 €   |
| PAR AVION DOM/TOM | 18,5 € |

### Abonnement couplé : journal + revue

|  |      |
|--|------|
| 11 n <sup>os</sup> + 4 n <sup>os</sup> |      |
| FRANCE                                 | 35 € |
| ETRANGER                               | 38 € |
| PAR AVION DOM/TOM                      | 38 € |

### Abonnement diffuseur

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :

### *Révolution internationale*

abonnement à 3 : 45 €  
à 5 : 73 €

### *Revue internationale*

abonnement à 2 : 31 €  
à 3 : 45 €

*Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.*

Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de RI - CCP 523544Y - Rouen, à adresser à la boîte postale de RI.

## APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse

soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Au-delà des discussions que nous pouvons avoir lors de nos réunions publiques et permanences, nous appelons donc vivement nos lecteurs à nous écrire, soit par courrier classique, soit par e-mail.

## APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son État pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolution-

naires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

## RÉUNIONS PUBLIQUES

### RÉVOLUTION EN ALLEMAGNE

Il y a 100 ans,

## le prolétariat faisait trembler la bourgeoisie

Après quatre ans de massacres et le gigantesque espoir suscité par l'Octobre rouge de 1917 en Russie, les marins de Kiel, en Allemagne, entraient à leur tour massivement en lutte contre la guerre impérialiste. Alors que la bourgeoisie s'évertuait à poursuivre à tout prix la boucherie et les massacres des tranchées, le prolétariat refusait de payer davantage le prix du sang. La mutinerie de la Baltique ouvrait la voie à un véritable soulèvement, au développement d'une grève de masse s'étendant rapidement dans toute l'Allemagne, ébranlant l'Europe et l'ensemble du monde. Le prolétariat, notamment à Berlin, faisait surgir des conseils ouvriers, comme à l'Est un an plus tôt.

Mais la bourgeoisie allemande était bien plus intelligente et mieux préparée qu'en Russie. Tirant les leçons de la prise du pouvoir des bolcheviks, elle mit fin à la guerre en signant l'armistice pour stopper le danger d'extension de la révolution et brisa la colonne vertébrale du prolétariat par le bras armé de la social-démocratie fraîchement passée dans le camp bourgeois depuis sa trahison en 1914. S'ouvrit alors une répression sanglante : écrasement de la classe ouvrière et assassinat de son avant garde révolutionnaire, dont les militants les plus célèbres : Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Ainsi s'ouvrait une période de terrible contre-révolution qui marquait le début d'un tragique reflux du prolétariat mondial.

Afin de faire vivre et débattre les leçons de cette expérience historique essentielle, le CCI organise des réunions publiques ouvertes à tous dans plusieurs pays.

#### NANTES

samedi 24 novembre  
15:00  
3, rue de l'Amiral-Duchafault (quartier Mellinet)

#### LILLE

samedi 24 novembre  
15:00  
MRES, 23, rue Gosselet.

#### TOULOUSE

samedi 24 novembre  
15:00  
Salle Jean Rancy, 10 rue Jean Rancy

#### ANVERS (BELGIQUE)

samedi 8 décembre  
14:00  
Café Multatuli (Salle),  
Rue Lange Vliet (straat) 5,  
2000 Anvers

## PUBLICATIONS DU CCI

### Révolution internationale

(FRANCE)  
Mail Boxes 153  
108, rue Damremont  
75018 Paris

### Acción Proletaria

(ESPAGNE)  
Ecrire à l'adresse postale en France

### Internationalisme

(BELGIQUE)  
PB 102, 2018 Antwerpen  
(Centraal Station)

### Internationalism

(ÉTATS-UNIS)  
Ecrire à l'adresse postale au Royaume-Uni

### Internacionalismo

(VENEZUELA)  
Ecrire à l'adresse postale en France

### Internationell revolution

(SUEDE)  
Ecrire à l'adresse postale en Suisse

### Rivoluzione internazionale

(ITALIE)  
CP 469,  
80100 Napoli

### World Revolution

(ROYAUME-UNIS)  
BM Box 869,  
London WC1N 3XX

### World Revolution

(AUSTRALIE)  
Ecrire à l'adresse postale au Royaume-Uni

### Weltrevolution

(SWITZERLAND)  
Internationale Revue  
Postfach 2124 - 8021 Zürich

### Revolución Mundial

(MEXIQUE)  
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600  
Distrito Federal, Mexico

### Communist Internationalist

(publication en langue hindi)  
POB 25, NIT  
Faridabad 121 00  
HARYANA INDIA

## BROCHURES DU CCI

### Plate-forme et Manifeste du C.C.I.

2,5 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

### La décadence du capitalisme

2,5 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

### Les syndicats contre la classe ouvrière

2,5 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

### Nation ou classe

3 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

### Le trotskisme contre la classe ouvrière

4 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

### Organisation communiste et conscience de classe

4 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

### Guerre du Golfe

2,5 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

### L'État dans la période de transition

3 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

### La Gauche communiste d'Italie

8 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

### La Gauche hollandaise

12 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

### La Gauche communiste de France

4 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

### L'effondrement du stalinisme

3 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

### La Révolution russe

2,5 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

### Bilan de la lutte des infirmières - Octobre 1988

2 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

### Luttes dans la fonction publique de décembre 95

2 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

### Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital

4,5 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

### Comment le PCF est passé au service du capital

3 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

### La terreur stalinienne un crime du capitalisme, pas du communisme

3 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

### Octobre 17

3 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

### Le communisme n'est pas un bel idéal...

3 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

### Les élections un piège pour la classe ouvrière

2 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

## SOUSCRIPTIONS

### RP Marseille - mai 2018

Mir: 50€, Jacques: 30€, Nadia: 30€.

### RP Nantes - mai 2018

TB: 5 €, Leïla: 50 €, GB: 20 €, R: 30 €.

### RP Marseille - novembre 2018

Mir: 50€, Youri: 5€, Thierry: 20€.

### Souscriptions presse

C&N: 200€, Z: 20€.



Courant Communiste International

Deuxième semestre 2018

Revue  
Internationale

#### Présentation de la Revue

*Révolution en Allemagne*  
Il y a 100 ans,  
le prolétariat faisait trembler la bourgeoisie

Rapport sur les tensions impérialistes  
(Juin 2018)

Cinquante ans depuis Mai 1968  
Les avancées et les reculs de la lutte de classe

À propos de nos réunions publiques  
sur le cinquantenaire de Mai 68  
Mai 68 a-t-il vraiment signifié la fin  
de près d'un demi-siècle de contre-révolution ?

Le communisme est à l'ordre du jour  
Castoriadis, Munis et le problème  
de la rupture avec le trotskisme (1<sup>re</sup> partie)

3,00 euros - 5 FS - 6 \$Can  
Parait tous les 6 mois

161

# RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

OCTOBRE 1968 AU MEXIQUE

## Le Massacre de la place des Trois Cultures montre le vrai visage du capitalisme

On estime qu'entre 300 et 500 personnes ont été massacrées par l'armée le 2 octobre 1968 sur la place Tlatelolco (Place des Trois Cultures). Alors que le nombre exact et, encore moins, la liste officielle des victimes ne sont pas connus jusqu'à aujourd'hui, la bourgeoisie a su utiliser et exploiter ses propres crimes. Quelques années après le massacre, la bourgeoisie mexicaine a commencé à considérer cette date comme le point de départ de l'avancée de la démocratie, comme si le sang versé avait nettoyé les traces de l'existence de ces crimes et relégué l'autoritarisme et la répression dans un passé révolu.

Actuellement, à la suite de ces discours, les célébrations du cinquantième du massacre sont utilisées pour relancer la campagne démocratique et, en faisant le lien avec les élections passées, ils prétendent démontrer que l'État mexicain aurait changé de visage parce que la démocratie est arrivée au pouvoir, permettant même l'alternance des gouvernements. La bourgeoisie relance ainsi ses lamentations hypocrites et laisse couler ses larmes de crocodile pour tenter de se démarquer des crimes de 1968 et profiter du souvenir et de l'indignation encore présents chez les exploités.

Les mobilisations que les étudiants mexicains ont menées entre juillet et octobre 1968 sont, sans aucun doute, l'expression du fort mécontentement social qui, même si leurs revendications étaient limitées par le désir de "libertés démocratiques" et si la scène politique était occupée par une masse socialement hétérogène, traduisaient une certaine continuité de la combativité réveillée par la grève des cheminots en 1958 et des médecins en 1965. Ces mobilisations n'ont pas réussi à intégrer des revendications propres au mouvement et à s'orienter sur un terrain prolétarien, mais elles ont réussi à déployer et à éveiller une grande force de solidarité. C'est pourquoi, 50 ans après les événements et le massacre, il est nécessaire d'y réfléchir en cherchant à dépasser la bonne conscience affichée par l'État mexicain pour "célébrer"<sup>(1)</sup> le massacre de Tlatelolco

1) De manière prétentieuse, les autorités de l'Université (UNAM) ont fièrement annoncé qu'elles avaient planifié une série

et la campagne de mystification créée par la bourgeoisie à travers ses "intellectuels" et son appareil politique de gauche.

### Comment s'est déclenchée la mobilisation ?

En 1968, l'État mexicain expliquait les mobilisations étudiantes comme le produit d'une "imitation" du Mai 68 parisien, qui devait être propagée par l'incitation et l'activisme d'agents "de l'étranger infiltrés". Un mois avant que le gouvernement Díaz Ordaz ne procède au massacre des étudiants, la centrale syndicale officielle, CTM, a répété cette idée : "Les étrangers et les mauvais Mexicains, agissant comme des agents actifs du communisme, ont profité des bagarres sans importance de deux petits groupes d'étudiants, pour déclencher l'attaque la plus grave contre le régime et les institutions du pays, adoptant pour la circonstance des tactiques qui sont une imitation des systèmes adoptés par les extrémistes de ces tendances, dans les autres enceintes et, très récemment dans les émeutes de Paris..." ("Manifeste à la Nation", 2 septembre 1968). Bien qu'il y ait effectivement eu une tendance mondiale à l'agitation sociale influencée par les mobilisations parisiennes, il est faux de prétendre que les manifestations se sont développées comme "une mode", et avec une volonté d'imitation.

C'est le retour de la crise économique sur la scène mondiale qui a conduit à la riposte ouvrière de Mai 68<sup>(2)</sup> et c'est ce même élément déclencheur qui a ouvert la perspective des ripostes ouvrières en Italie (1969), en Pologne (1970-71), en Argentine (1969) et même au Mexique et qui, sans être une source de mobilisation ouvrière, a suscité des mécontentements sociaux de grande ampleur.

Il est également vrai que dans le cadre de la guerre froide, les factions impérialistes dominantes et concu-

d'événements commémorant le 2 octobre, au cours desquels elles dépenseraient 37 millions de pesos (environ 2 millions de dollars).

2) Voir notre article : "Cinquante ans depuis Mai 68" et notre brochure : "Mai 68 et la perspective révolutionnaire", disponibles sur notre site Internet.

rentes (États-Unis et URSS) ont utilisé l'espionnage et la conspiration, mais jusqu'à présent aucune preuve n'a été trouvée pour prouver que le gouvernement de l'URSS était impliqué, et encore moins celui de Cuba, qui avait conclu un accord avec le Mexique pour ne soutenir aucun groupe d'opposition ; et le Parti dit "communiste" (PCM), d'obédience stalinienne, bien qu'il soit un pion de l'URSS, n'avait ni la force ni la présence suffisantes pour diriger les mobilisations.

D'autre part, les États-Unis ont gardé un œil sur leur "arrière-cour" et ont pris une part active à la répression,<sup>(3)</sup> pendant ces années comme pendant toute la période de la guerre froide.

Pour expliquer l'origine des mobilisations et la force qu'elles ont démontrée, il faut aller au-delà des accusations du gouvernement, mais aussi au-delà de l'argument simpliste qui fait référence à un "conflit de générations" ou à l'absence de "libertés démocratiques".

Les étudiants, en tant que masse sociale dans laquelle diverses classes sociales sont impliquées, mais dans laquelle l'idéologie petite-bourgeoise domine, ont certes été piégés par leurs illusions envers la démocratie.<sup>(4)</sup> Mais un autre élément a poussé les étudiants, souvent d'origine prolétarienne, vers la politisation : l'incertitude croissante qu'ils ressentaient dans l'avenir qui les attendait. La promesse de "promotion sociale" que l'industrialisation des années 1940 jusqu'aux années 1960 offrait aux étudiants des universités apparaissait de façon de plus en plus évidente comme un leurre, étant donné que, malgré l'augmentation des

3) L'ancien agent de la CIA Philip Agee, dans son livre "Inside the Company : CIA Diary", nomme comme des collaborateurs directs de la CIA les présidents mexicains López Mateos, Díaz Ordaz et Luis Echeverría, mais aussi des membres de la police politique comme Gutiérrez Barrios et Nazar Haro.

4) C'est pourquoi le discours de Barros Sierra, recteur de l'UNAM, dans lequel il appelait à la défense de la Constitution, de l'autonomie et de la liberté d'expression, et injectait des sentiments nationalistes en levant le drapeau en berne et en chantant l'hymne national, a été généralement utilisé comme référence par le mouvement étudiant, le 30 juillet.

profits capitalistes, la vie des travailleurs ne s'améliorait pas et menaçait au contraire de s'aggraver sous la pression du ressurgissement d'une crise économique mondiale qui commençait déjà à s'affirmer. Mais en plus de cette incertitude, les ripostes répressives de l'État contre les manifestations des travailleurs qui réclamaient de meilleurs salaires ont exacerbé la colère. Les balles et la prison furent les mêmes ripostes à répétition de l'État face aux ouvriers des mines de Nueva Rosita dans la province de Coahuila (1950-51), aux grèves des cheminots (1948 et 1958), à celle des instituteurs (1958) ou des médecins (1965). Il était évident que même en augmentant les cadences de production, le capitalisme ne pouvait pas offrir des améliorations durables à la nouvelle génération.

Dans ces conditions, les mobilisations étudiantes ont été nourries par le courage et l'indignation des travailleurs qui, les années précédentes, avaient aussi été réprimés par l'État.

### Les aspirations démocratiques stérilisent la force de solidarité

Des années 1940 aux années 1970, la bourgeoisie mexicaine a mené une intense propagande pour faire croire que l'industrialisation, moteur de la croissance économique et de la stabilité des prix, allait améliorer le niveau de vie de la population active. Dans ce processus d'industrialisation, l'État a joué un rôle fondamental en prenant en charge une partie des investissements directs et en soutenant le capital privé par la vente, en dessous de leur prix, des ressources énergétiques, mais surtout par une politique de maîtrise des salaires combinée à des subventions pour les biens de consommation des travailleurs, de telle sorte qu'avec ces mesures, il se présentait avec l'image d'un "État providence", tout en réduisant le coût du travail pour les hommes d'affaires, favorisant ainsi la croissance des bénéfices capitalistes.

Dans ce processus d'industrialisation, il y avait un besoin croissant de main-d'œuvre qualifiée, de sorte que l'État a encouragé l'augmentation des inscriptions dans les universités et les écoles d'enseignement supérieur, ce qui a fait croire la masse des étudiants d'origine prolétarienne, faisant ainsi des univer-

sités un pôle de tension sociale.

En ce sens, le mouvement étudiant de 1968 au Mexique, organisé au sein du *Comité national de grève* (CNH), représentait une force importante, mais il était structuré autour de visions oppositionnelles qui n'ont jamais dépassé le stade des exigences démocratiques, ni pu se libérer de ses liens avec l'idéologie nationaliste. Cependant, il y avait un certain instinct de classe qui avait germé dans le feu des mobilisations et qui poussait les jeunes étudiants à chercher un rapprochement avec les ouvriers par la présence continue de "brigades d'information" dans les zones industrielles et les quartiers ouvriers, réussissant ainsi à éveiller une force de solidarité entre ouvriers ; mais cette force sociale potentielle était contenue et même annulée par le même manque de perspectives politiques du CNH.

### Seule la classe ouvrière a une alternative au capitalisme

Dès les premières manifestations étudiantes, fin juillet, les forces anti-émeutes des granaderos et la police ont agi avec une grande férocité. Le chef de la police de Mexico, le général Luis Cueto, dans une conférence de presse a justifié la répression en disant que c'était "un mouvement subversif" qui tendait "à créer une atmosphère d'hostilité envers notre gouvernement et notre pays à la veille des XIX<sup>e</sup> Jeux Olympiques" (*El Universal*, 28 juillet 1968).

Une période de combats de rue continus s'est ainsi ouverte, au cours de laquelle la police anti-émeute est numériquement dépassée et les troupes de l'armée sont mobilisées, décuplant ainsi la répression. Dès les premiers jours des mobilisations, l'armée a attaqué avec une grande bestialité, au point que dans la nuit du 30 juillet, elle a tiré un projectile de bazooka sur un lycée. Au fur et à mesure que la police et l'armée intensifiaient la sauvagerie de leurs interventions, la solidarité entre les travailleurs s'accroissait, mais elle ne prenait pas de forme organisée pour affirmer sa présence sur la scène sociale.

Cette sympathie acquise parmi les travailleurs s'est traduite par leur

(suite page 6)

### NOS POSITIONS

- Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.
- La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la Révolution russe, mais son fossoyeur.
- Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'État, propre à la période de décadence.
- Depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre États, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre

que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

- Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.
- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.
- Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communistes" (les ex-"communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.
- Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

- Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.
- Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'État capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les États et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.
- La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "autogestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.
- L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni "d'organiser la classe

ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

### NOTRE ACTIVITÉ

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

### NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III<sup>e</sup> Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.